

## Réunion du Conseil Communal du 10 novembre 2021

### Ordre du jour :

1. Présentation du projet PINSS.
2. Approbation du devis estimatif relatif aux installations de football.
3. Adoption d'un devis relatif à la station de pompage Helfenterbrück.
4. Approbation de l'organisation scolaire musicale pour l'année 2021/2022.
5. Approbation de la convention Super Senior.
6. Approbation de la convention Pacte Nature.
7. Approbation d'un contrat de bail à loyer.
8. Confirmation de règlements temporaires de circulation.
9. Nominations aux commissions locales et syndicats intercommunaux.
10. Urbanisme : Approbation du PAP « Am Bëschelchen ».
11. Décision dans le cadre de l'exercice d'un droit de préemption.
12. Divers.
13. Affaires de personnel (huis clos) :
  - a) Décision portant sur une demande de prolongation de stage.
  - b) Décision portant sur une demande de démission.

### Présences :

Bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) ; Premier échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) ; Second échevin Jean Claude Roob (LSAP). Conseillers : Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) ; Martine Dieschburg-Nickels (DP) ; Victoria El Khoury (LSAP) ; Laurent Glesener (DP) ; Jean-Marie Durrer (CSV) ; François Gleis (CSV) ; Léandre Kandel (DP) ; Paul Klensch (LSAP) ; Claire Remmy (déi Gréng).

**Absence excusée** : Marc Fischer (DP)

**Secrétaire communal** : Christian Muller

## **1 Présentation du projet PINSS**

L'Agente Régionale d'Inclusion Sociale (ARIS) Tamara Maia Romao présente le « Projet d'Inclusion Sociale à Strassen » (PINSS) aux membres du conseil. Elle est accompagnée de Laurent Reyter et de Danielle Bauer, membres de l'association « Sustained.lu », partenaire du projet.

Tamara Maia Romao explique que l'objectif du projet est la valorisation des compétences des bénéficiaires du Revenu d'Inclusion Sociale (REVIS) des communes de Strassen, Mamer et Steinfort. Les acteurs impliqués sont la commune de Strassen, qui a financé le lancement du projet et mis à disposition des locaux, ainsi que l'office social de Strassen et l'Office National d'Inclusion Sociale (ONIS) qui mettent à disposition les agents régionaux d'inclusion sociale issus des communes de Strassen, Mamer et Steinfort.

Tamara Maia Romao décrit brièvement l'historique du projet, issu d'un appel à projet de l'ONIS en mai 2019. Elle souligne le rôle de l'échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) et de la conseillère Victoria El Khoury (LSAP) dans l'élaboration du projet depuis le début. Un premier projet « Traum'ACT » avec l'a.s.b.l. « SOURRIRE » (SOUtien entre Résidents et Réfugiés par l'Intégration, le Respect et l'Estime de soi) a été choisi en octobre 2019 dans le cadre du « Plan d'Action National d'intégration » (PAN), mais n'a pas abouti à cause de divergences de vue avec ladite association. Le projet « PINSS » a alors vu le jour et une demande de subside communal a été formulée avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Le premier atelier « PINSS », entre octobre et décembre 2020, a eu pour objet des travaux de peinture dans les nouveaux locaux. En mars 2021, l'association « Sustained.lu » a rejoint le projet.

Le projet allie des aspects sociaux et écologiques et a pour objectif principal d'augmenter l'estime de soi, la persévérance et l'endurance des bénéficiaires du REVIS, de diminuer leur isolement social et de les orienter vers un organisme d'affectation adapté, voire vers le premier marché de l'emploi. Accessoirement, le projet fait la promotion de l'anti-gaspillage, du zéro déchet et de l'« upcycling », et vise à renforcer les compétences linguistiques et sociales des bénéficiaires.

Laurent Reyter de « Sustained.lu » explique que son association a été créée en janvier 2017 et qu'elle comporte actuellement 5 membres. L'objectif principal de l'a.s.b.l. est la promotion de l'« upcycling », c'est-à-dire le fait de faire du neuf à partir de matériel récupéré, ainsi que des thématiques liées comme le « zéro déchet » et l'« anti-gaspillage ». Il cite en exemples des portefeuilles et sacs à main fabriqués à partir de restes de tissus ou de banderoles publicitaires obsolètes, des bijoux et des décapsuleurs fabriqués à partir de vieux skateboards ou des objets décoratifs fabriqués à partir de restes de bois ou de chutes de caoutchouc.

Laurent Reyter explique que « Sustained.lu » est partenaire du « PINSS » depuis mars 2021 et que ce partenariat s'inscrit dans le projet « SuPi » (« Sustained.lu » Projet d'inclusion sociale). Entre mars et mai, les locaux du projet ont été essentiellement aménagés avec du mobilier de seconde main ou récupéré dans des centres de tri. Ensuite a eu lieu la mise en place des ateliers qui ont débuté en juin. Les quatre ateliers en place sont encadrés par quatre membres bénévoles de l'association.

Les activités de l'atelier cuisine sont surtout axées sur l'anti-gaspillage et les participants travaillent le plus possible avec des aliments invendus ou bientôt périmés, récupérés auprès de magasins locaux, dont notamment le « Pall City Market » à Strassen. L'atelier bois, l'atelier couture et l'atelier créatif fonctionnent avec différents matériaux récupérés tels que les palettes en bois, les caisses à vin, de vieux jeans et d'autres restes de tissus, des banderoles publicitaires, du papier ou des chambres à air pour vélo. Laurent Reyter conclut sa présentation en montrant une série de photos du projet. Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) ouvre ensuite le débat.

Sur demande de la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP), le bourgmestre précise que les locaux du projet se situent dans l'ancien appartement du portier de l'école « Hueflach ». La conseillère aimerait savoir comment les ateliers sont organisés concrètement et s'ils ont lieu quotidiennement. Tamara Maia Romao explique que les différents ateliers sont répartis sur la semaine, du lundi au vendredi, et qu'il y a entre 3 et 5 participants par atelier. Elle souligne qu'une telle organisation est aussi nécessaire en raison du volontariat des accompagnateurs. Le projet vise un engagement régulier et le respect des règles par les participants qui doivent signer une charte d'engagement. Martine Dieschburg-Nickels veut savoir si la participation aux ateliers est sanctionnée par une sorte de diplôme pouvant faciliter l'accès au premier marché du travail. Tamara Maia Romao estime que les participants actuels sont très loin de pouvoir rejoindre le premier marché du travail. Le projet vise plutôt à améliorer leurs compétences afin de leur permettre de participer à des mesures d'activation comme les travaux d'utilité collective (TUC). La remise de certificats est possible, bien que ceux-ci n'aient aucune valeur officielle. Une grande partie du travail initial a consisté à développer les capacités linguistiques ainsi que le respect des règles et horaires. Elle souligne que le projet n'en est qu'à ses débuts et que d'autres activités pourront être envisagées à l'avenir.

Martine Dieschburg-Nickels demande combien de personnes participent actuellement au projet. Tamara Maia Romao explique que le projet se limite actuellement à 15 bénéficiaires, principalement en raison de l'exiguïté des locaux en relation avec le risque de transmission de la Covid-19. Une augmentation du nombre de participants est envisageable dès que la pandémie sera terminée. Elle souligne aussi que certaines personnes pourront être orientées vers d'autres organismes de formation, permettant ainsi un roulement des participants à moyen terme. Dans les trois communes qui participent au projet, 140 à 150 bénéficiaires pourront potentiellement en bénéficier.

Le bourgmestre Nicolas Pundel souligne l'importance du bénévolat dans le cadre de la réalisation de tels projets et salue l'engagement des membres de « Sustained.lu ».

La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) aimerait savoir comment les participants sont sélectionnés. Tamara Maia Romao explique que les bénéficiaires du REVIS sont soumis à une évaluation de compétences par l'Administration de l'Emploi (ADEM). S'ils ne sont pas prêts à rejoindre le premier marché du travail, ils sont redirigés par l'ONIS vers les Agents Régionaux d'Inclusion Sociale (ARIS).

Le bourgmestre Nicolas Pundel estime que de telles mesures d'activation apportent une aide précieuse à ces personnes et souligne que la commune emploie régulièrement des bénéficiaires du REVIS dans le cadre de contrats TUC.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) veut savoir s'il y a aussi des participants qui animent des ateliers. Tamara Maia Romao confirme qu'une personne anime effectivement l'atelier cuisine, mais qu'un ARIS est toujours présent car un encadrement est nécessaire. L'échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) remarque que, contrairement aux plans initiaux, il n'est pas possible de développer suffisamment les compétences des participants en seulement quelques mois afin de leur proposer un engagement dans le cadre d'un contrat TUC.

Sur demande de la conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng), Tamara Maia Romao confirme que les problèmes linguistiques constituent le plus grand obstacle pour la plupart des participants. Elle estime aussi qu'il y a des obstacles d'ordre culturel, notamment chez les femmes venant de pays arabes qui n'ont souvent jamais exercé de travail en-dehors du foyer familial. Il y a aussi des analphabètes parmi les participants, ainsi que des personnes présentant des problèmes de santé.

Sur demande du conseiller Jean-Marie Durrer (CSV), Tamara Maia Romao indique qu'il n'y a qu'une personne de nationalité luxembourgeoise parmi les participants.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) aimerait savoir si les participants pourraient à terme être employés par des structures comme le « Centre d'Initiative et de Gestion Local » (CIGL). Le bourgmestre estime que c'est possible en théorie. Betty Welter-Gaul (LSAP) souligne que les postes du CIGL sont en principe réservés aux personnes capables d'intégrer le premier marché du travail. Tamara Maia Romao explique que ce n'est pas impossible, mais que, dans ce cas, une procédure spécifique de l'ADEM est à suivre. Elle estime qu'une procédure plus courte pourrait être discutée avec les responsables de l'ADEM.

Le conseiller François Gleis (CSV) salue le projet. Il estime que le Luxembourg accueille beaucoup de demandeurs d'asile du monde entier et qu'il a dès lors aussi la responsabilité d'encadrer ces personnes afin de leur permettre de se construire un avenir. Il aimerait aussi savoir si les participants sont couverts par une assurance contre les accidents du travail. Tamara Maia Romao explique que les participants sont couverts par l'assurance de l'association « Sustained.lu ». Betty Welter-Gaul (LSAP) ajoute que les participants sont aussi

assurés via le ministère pendant leurs activités en-dehors des locaux du projet comme, par exemple, sur le chemin du travail ou pendant les cours de langue.

Le conseiller Jean-Marie Durrer salue le projet, mais se demande aussi s'il ne faut pas encadrer certaines personnes à plus long terme, notamment en développant leurs compétences linguistiques. Tamara Maia Romao explique que les participants ayant besoin de plus de temps peuvent participer sur une plus longue durée. Elle souligne que l'alphabétisation et les cours de langue devront toujours être assurés par des instances externes. La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) rappelle que la commission de l'égalité des chances avait proposé la création d'un projet d'alphabétisation il y a trois ans, mais que le collège échevinal de l'époque n'avait pas jugé un tel projet prioritaire à Strassen à ce moment-là. Elle est d'avis qu'il y a une demande croissante pour un tel projet dans la commune. L'échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) explique que de tels projets ont été discutés avec les représentants du ministère. Ceux-ci auraient néanmoins souligné que l'enseignement linguistique ne relève pas du même ressort que les projets sociaux et qu'il y a d'autres instances qui s'occupent de cela.

Sur demande de la conseillère Victoria El Khoury (LSAP), Tamara Maia Romao explique que les produits issus du projet pourront être vendus lors d'une prochaine édition du marché de Noël. Il n'y a pas encore eu assez de produits confectionnés pour cette année-ci.

## **2 Approbation du devis estimatif relatif aux installations de football**

Le conseil communal est appelé à approuver un devis estimatif relatif aux nouvelles installations de football. Le bourgmestre Nicolas Pundel rappelle brièvement que le remplacement de l'ancien terrain de football est nécessaire en raison du besoin d'espace pour les écoles et la maison relais qui se trouve à proximité. Il rappelle aussi qu'un site à proximité du centre aquatique « Les Thermes » a finalement été retenu pour la construction d'un nouveau complexe de football. Le bourgmestre estime qu'il s'agit d'un bon choix en raison de la position très centrale.

Le projet comporte deux grands terrains de football. Le terrain principal sera recouvert d'une pelouse hybride alliant gazon naturel et microfibres synthétiques, tandis que le deuxième terrain comportera uniquement du gazon synthétique. Le terrain principal disposera d'un bâtiment avec tribune couverte et vestiaires sur trois niveaux. Les locaux techniques et de stockage ainsi que des vestiaires se situent au sous-sol. Les vestiaires de l'équipe locale se situent au rez-de-chaussée qui accueillera aussi un local pour kinésithérapeutes et une salle de premiers soins. Le vestiaire sera équipé d'un bain froid pour la récupération musculaire par cryothérapie. Le bourgmestre estime que de tels équipements sont justifiés, car le FC Una Strassen joue désormais à un niveau sportif très élevé au sein de la division nationale. Le niveau supérieur du bâtiment accueillera les salles de presse, des salles de réunion et la buvette.

La tribune couverte offre 348 places assises et l'orientation du terrain est choisie de façon à ce que les spectateurs ne soient gênés ni par le soleil, ni par le vent, ni par la pluie de face. Des gradins supplémentaires avec 102 places assises et 200 places debout se trouvent sur le côté opposé du terrain principal. Le bourgmestre explique que les bordures de terrain peuvent accueillir des spectateurs supplémentaires. Il estime que le nombre maximal de spectateurs pour le terrain principal atteindra ainsi presque 1.000 personnes.

Le bâtiment est accessible aux personnes à mobilité réduite et est équipé d'un ascenseur et d'emplacements adaptés aux chaises roulantes sur la tribune. Un deuxième bâtiment plus petit accueille la billetterie et un stand de restauration. Le terrain est entièrement clôturé et présente deux entrées principales.

Le bourgmestre explique qu'un grand parking à proximité de la tribune n'a finalement pas été retenu par crainte d'engorgement. Un parking plus petit avec 30 emplacements normaux, 3 emplacements pour personnes à mobilité réduite, des emplacements équipés de bornes de recharge pour véhicules électriques et des emplacements pour vélos sera construit à la place. Ce parking sera surtout réservé aux joueurs et membres du comité et l'accès sera limité par une barrière. Les visiteurs devront se garer sur l'un des 85 emplacements à l'extérieur du terrain ou sur le grand parking à proximité de l'école fondamentale Antoine de Saint-Exupéry, facilement accessible à pied.

La place libérée par le grand parking permettra la construction d'un terrain multisports entre les deux grands terrains. Le bourgmestre explique que ce terrain pourra aussi être utilisé pour l'entraînement des équipes de jeunes.

Le bourgmestre explique que les travaux d'aménagement des abords du complexe seront assez conséquents en raison d'un ruisseau qui devra être canalisé et d'un bassin de rétention qui devra être construit. Le terrain synthétique disposera d'un abri pour les joueurs des équipes de jeunes pendant les pauses et de gradins non couverts avec 320 places debout. Un bloc sanitaire avec un stand de restauration sera également aménagé.

Nicolas Pundel explique que le projet a été approuvé par le ministère des sports qui attend désormais l'approbation du conseil communal pour calculer le montant des subsides. Le bourgmestre explique que l'État rembourse en principe 35 % des coûts, mais seulement pour les structures qui ne génèrent pas de revenus. La tribune ou la billetterie ne sont donc pas subventionnables, contrairement aux installations purement techniques et sportives. Nicolas Pundel estime que le niveau de subventionnement final devrait atteindre 20 à 25 % du coût total.

Le coût estimé du terrain hybride s'élève à 1.642.000 euros, celui du terrain synthétique à 1.040.000 euros et celui du terrain multisports à 132.000 euros. Les travaux de canalisation aux abords du complexe coûteront 1.216.000 euros, les travaux préliminaires avec terrassement et installation de réseaux 2.036.000 euros. La voirie et les parkings coûteront 1.735.000 euros et l'ensemble des clôtures, mains courantes, soutènements et portails

890.000 euros. Le coût du bâtiment principal avec tribune s'élève à 7.746.000 euros, celui de la billetterie avec un stand de restauration à 484.000 euros et celui du bloc sanitaire près du terrain synthétique à 582.000 euros. Les aménagements extérieurs et plantations coûteront 1.714.000 euros.

Le sous-total des coûts de construction s'élève donc à 19.224.000 euros hors TVA et 22.492.000 euros TVA comprise. S'y ajoutent divers frais d'honoraires à hauteur de 2.318.000 euros, pour arriver à un coût estimé total pour le projet de 24.810.000 euros. Le bourgmestre souligne qu'en raison des fluctuations de prix actuelles, le budget a été établi avec une réserve pour divers et imprévus assez élevée de 20 % du coût total. Nicolas Pundel estime qu'il s'agit d'un projet très ambitieux dont le coût est justifié par le haut niveau de l'équipe locale. Pour conclure, il souligne que le montant du devis actuel est inférieur aux plans initiaux et que certains aspects ont été changés pour limiter les dépenses à un niveau plus raisonnable.

Sur demande de la conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng), le bourgmestre indique que le bâtiment principal est en partie couvert de panneaux solaires. Le reste des bâtiments dispose de toitures végétalisées. Le complexe disposera aussi d'une installation permettant de capter l'eau de pluie pour l'irrigation.

La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) s'étonne du pourcentage élevé de la réserve. Le bourgmestre explique qu'une réserve de 10 % est considérée normale pour de tels projets, mais que le collège échevinal a doublé cette réserve après la flambée des prix causée par la pandémie.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) aimerait savoir si le coût élevé du projet se justifie par des mesures spéciales pour diminuer son impact environnemental. Le bourgmestre explique que le coût élevé s'explique principalement par l'ampleur du projet. Il souligne que des aspects écologiques ont été considérés à tous les niveaux du projet.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) estime que les coûts de construction au Luxembourg sont considérables, même en considérant les subsides accordés par l'État. Il demande si un subventionnement supplémentaire pourrait être demandé à la Fédération Européenne de Football (UEFA). Le bourgmestre explique que ce n'est pas le cas pour des projets de ce type. Laurent Glesener regrette que le collège échevinal n'ait pas organisé une deuxième réunion « grand projet », d'autant que certains détails restent à discuter comme, par exemple, le fait que les gradins du terrain synthétique ne seront pas couverts. Il estime qu'un abri devrait être prévu pour les parents qui accompagnent leurs enfants à l'entraînement. Il estime aussi que le bâtiment principal ne s'intègre pas bien à l'environnement et qu'il bloque la vue sur le centre aquatique qui constitue en quelque sorte un point de repère architectural de la commune. Le conseiller Laurent Glesener estime qu'un concours d'architectes aurait pu être organisé pour ce bâtiment. Il pense aussi que la configuration du complexe aurait dû être analysée d'un point de vue urbanistique, notamment afin de réduire la densification du sol. Il se demande aussi si le terrain pourra être utilisé pour d'autres activités sportives ou des

manifestations culturelles. Il estime que toutes ces questions auraient dû être discutées dans une seconde réunion « grand projet ».

Le bourgmestre Nicolas Pundel estime que le collège échevinal a déjà adapté de nombreux détails afin de réduire les coûts. Il explique qu'un concours d'architectes aurait certainement mené à un coût supérieur et estime qu'un tel concours est normalement réservé à des structures plus prestigieuses comme des écoles et pas pour de simples gradins. Il souligne aussi que la commune a besoin de structures de haut niveau au vu des performances du club. Il remarque que les infrastructures de clubs comparables au Luxembourg sont souvent dans un état déplorable. Le fait que le bâtiment principal se démarque des alentours est un choix conscient des architectes qui se sont prononcés contre une adaptation à l'esthétique du centre aquatique. La vue sur le centre n'est d'ailleurs pas totalement bloquée. Au niveau de la densification du sol, le bourgmestre explique que ce problème concerne seulement le terrain synthétique, le terrain hybride étant perméable à l'eau de pluie. En ce qui concerne une couverture pour les gradins ou d'autres détails, il déclare que le collège échevinal ne s'opposera pas à de telles modifications si les membres du conseil communal les souhaitent.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) est d'accord avec le fait qu'un nouveau terrain était nécessaire. Elle déplore que les membres du conseil communal n'aient pas été impliqués davantage dans la planification et estime que le collège échevinal travaille de façon peu transparente. Elle aimerait savoir ce qu'il en est avec une bande de terrain en bordure du complexe, appartenant à la commune de Bertrange, et qui doit être échangée avec la commune de Strassen. Elle estime que cette parcelle permettrait l'aménagement d'un parking supplémentaire. Elle est d'avis que le parking près de l'école présente le désavantage que les visiteurs doivent traverser le village pour le rejoindre. Le bourgmestre explique que l'échange de terrains est en train d'être réalisé, mais que cette parcelle ne permettra pas la construction d'un parking puisqu'elle se situe en bord de route. Elle sera donc réservée à des plantations.

Martine Dieschburg-Nickels aimerait avoir des détails sur la façon dont le terrain sera clôturé. Le bourgmestre explique que des clôtures sont prévues autour des terrains, le reste du complexe avec le terrain multisports restant accessible. La conseillère aimerait aussi savoir si le collège échevinal s'était assuré du réalisme des coûts du projet. Le bourgmestre indique que les coûts correspondent aux prix du marché actuels. Martine Dieschburg-Nickels demande si le terrain pourra être utilisé pour d'autres manifestations comme des concerts. Le bourgmestre estime que c'est possible en principe, mais qu'un tel terrain n'est pas idéal pour de telles manifestations considérant les aspects de sécurité. Il remarque que le nouveau stade de Luxembourg ne permet pas d'y organiser des concerts pour cette raison. Martine Dieschburg-Nickels demande aussi comment les spectateurs peuvent être évacués en cas d'urgence. Nicolas Pundel explique qu'en-dehors de l'accès principal, il existe une sortie de secours sur le côté du terrain principal. Il estime que des accès supplémentaires pourront être aménagés en cas de besoin.



Le conseiller Léandre Kandel (DP) remarque que les saunas du centre aquatique disposent de fenêtres à peu près au niveau de la tribune. Le bourgmestre explique que cet aspect a été pris en considération et que les fenêtres ne sont pas visibles depuis la tribune. Il ajoute que le périmètre du centre aquatique est de toute façon entouré d'un remblai sur ce côté. Sur demande du conseiller, le bourgmestre confirme que la conduite d'eau utilisée pour l'arrosage de l'ancien terrain sera raccordée au nouveau complexe. Il explique que le bassin de rétention ne pourra pas être utilisé pour l'arrosage, principalement en raison de sa faible capacité.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin aimerait savoir si le site est accessible aux vélos et si la commune va à terme créer un réseau de voies cyclables complet. Le bourgmestre explique que le chemin venant depuis les écoles permet un accès à vélo. Il estime que la commune devra effectivement réfléchir à la manière de réaliser un réseau cyclable complet.

Le conseiller Jean-Marie Durrer (CSV) remarque qu'il est ridicule que l'État accorde d'abord des subventions, pour ensuite redemander de l'argent via la TVA. Il estime que cette pratique ne fait aucun sens. Jean-Marie Durrer estime que le collège échevinal devra veiller à ce que les plantations soient réalisées de manière écologique, notamment en ce qui concerne les variétés de plantes. Il estime que la critique formulée par les conseillers DP à propos du coût élevé du projet est peu crédible puisque les mêmes conseillers exigent des extras comme un abri supplémentaire. Jean-Marie Durrer est aussi strictement contre l'aménagement d'un parking supplémentaire, estimant que la voiture individuelle n'a de toute façon rien à faire au centre du village. Le bourgmestre est également d'avis que l'utilisation de la voiture doit être réduite le plus possible, mais il estime aussi qu'un petit nombre de places sera toujours nécessaire.

Le conseiller Laurent Glesener explique que sa remarque à propos du coût élevé se référerait surtout aux différences de prix entre le Luxembourg et l'étranger. Il estime qu'un abri supplémentaire pour les gradins du terrain synthétique n'augmente pas le coût final de façon significative et qu'un tel abri constitue un gain de confort non négligeable pour les parents qui accompagnent leurs enfants lors de l'entraînement.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels donne raison au conseiller Jean-Marie Durrer quant à ses remarques à propos des voitures individuelles. Mais elle estime aussi que la transformation du transport individuel ne se fera pas demain. Elle salue au passage le fait que la station de voitures de location « Flex » de la commune est apparemment la plus utilisée de tout le pays. Cela montre à ses yeux que de plus en plus de personnes sont en train de changer leurs habitudes.

Le conseiller François Gleis (CSV) salue le fait que la commune aura désormais deux complexes sportifs distincts, avec le hall national des arts martiaux et le centre national de tir à l'arc d'un côté, et le centre de loisirs aquatiques et le complexe de football de l'autre côté. Il estime que cela permettra d'éviter des problèmes de stationnement lors de grandes manifestations. Il estime que le nouveau complexe est bien conçu et que le site choisi à

proximité du centre est excellent. À propos des discussions sur des équipements supplémentaires, il estime que des changements pourront toujours être réalisés ultérieurement s'ils s'avèrent vraiment nécessaires.

Le devis estimatif relatif aux installations de football est approuvé à l'unanimité.

### **3 Adoption d'un devis relatif à la station de pompage Helfenterbrück**

Le conseil communal est appelé à approuver un devis relatif à la construction d'un nouveau bassin de rétention avec dégrillage (« Entlastungsanlage mit Siebrechen ») en aval du bassin de rétention existant à Helfenterbrück. Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) explique que le bassin actuel recueille les eaux de pluie des communes de Strassen et de Bertrange, avant que celles-ci ne soient évacuées vers la station d'épuration à Beggen. En cas de fortes précipitations, le bassin sert aussi à éviter une surcharge du réseau et à retenir les matières solides avant que l'excès d'eau ne soit évacué vers le ruisseau à proximité. Le projet a été initié par le service des canalisations de la Ville de Luxembourg qui gère également le réseau de Strassen et Bertrange. Le coût total s'élève à 1,6 millions d'euros et est partagé entre les deux communes à parts égales. La part de la commune de Strassen s'élève donc à 808.500 euros. La planification et l'exécution du projet sont entièrement prises en charge par la Ville de Luxembourg.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) aimerait savoir si le projet est à mettre en relation avec la récente période de fortes précipitations en juillet. Le bourgmestre explique qu'il n'y a aucun rapport et que la nouvelle installation était déjà prévue depuis un certain temps. La conseillère demande comment sont traités les résidus solides filtrés par l'installation et s'ils ont une quelconque utilité. Le bourgmestre explique que les résidus contiennent toutes sortes de déchets et qu'ils doivent être éliminés en tant que tels.

Le conseiller François Gleis (CSV) veut savoir si le projet est subventionné par l'État ou par l'UE. Le bourgmestre explique que certaines installations comme les stations d'épuration et autres sont subventionnables. Les demandes de subventions sont gérées par le Service du canal de la Ville de Luxembourg au nom des communes. Il estime néanmoins que le projet à approuver n'est pas subventionnable.

Le devis est approuvé à l'unanimité.

### **4 Approbation de l'organisation scolaire musicale pour l'année 2021/2022**

Le conseil communal est appelé à approuver l'organisation scolaire musicale pour l'année 2021/2022. Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) explique que le coût total des frais de cours s'élève à 599.669 euros pour l'année scolaire en cours. 284 élèves issus de la commune sont actuellement inscrits à l'école de musique, dont 155 en cours de formation

musicale (solfège). En nouveauté au niveau de la formation instrumentale, il y a 11 élèves pour la flûte traversière et 6 élèves pour la clarinette. Il y a aussi 12 élèves pour le saxophone, 2 pour les petits cuivres, 4 pour les trombones, 2 pour les gros cuivres, 16 pour les percussions, 6 pour le chant, 37 pour la guitare, 2 pour la guitare électrique et 63 pour le piano. Il y a donc en tout 161 élèves de la commune inscrits en formation instrumentale.

Le bourgmestre remarque au passage qu'il n'approuve pas le fait que l'école exige que les élèves disposent d'un vrai piano. Il estime que cela constitue un gros obstacle pour les familles qui habitent un appartement et que la dépense est excessive pour des élèves débutants. Le bourgmestre se réjouit aussi que la « Fanfare Stroossen » a pu reprendre ses activités en dépit de la pandémie, avec plusieurs apparitions en public comme, par exemple, lors du traditionnel cortège du « Hämmelesmarsch ». Nicolas Pundel explique que l'école de musique participe aussi à un projet pédagogique avec le centre de logopédie, assurant la promotion de l'éducation musicale dans les écoles fondamentales. Pour conclure, le bourgmestre explique que les frais sont répartis entre les communes de la « Museksschoul Westen » proportionnellement au nombre d'élèves issus de chaque commune et que la part de Strassen se situe entre 30 et 40 % du coût total.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) salue le fait que des cours d'éducation musicale sont offerts dans les écoles fondamentales. Elle aimerait savoir comment l'enseignement musical sera impacté par le projet de loi N°7907 sur l'organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal. Le bourgmestre explique que la nouvelle loi prévoit la gratuité des cours jusqu'à un certain niveau pour les mineurs. Il pense que le coût d'une partie des frais devrait à l'avenir être remboursé aux communes, mais remarque aussi que le débat à propos de cette loi n'est pas clos. Personnellement, il craint que la valeur perçue de l'enseignement pourrait baisser à cause de la gratuité. Il estime que près de 98 % des parents sont tout-à-fait capables de supporter les frais.

Le conseiller François Gleis se réjouit du fait que le nombre d'élèves dans la formation instrumentale est à nouveau en train d'augmenter. Il souligne l'importance de l'éducation musicale dans les écoles fondamentales.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) partage l'avis du bourgmestre en ce qui concerne la nécessité d'utiliser un vrai piano pour la formation.

La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) estime que les pianos pourraient être échangés entre particuliers à un prix plus bas, comme c'est le cas pour d'autres instruments. Le bourgmestre explique qu'à sa connaissance, cette pratique n'existe pas pour le piano dans la commune. L'école de musique possède un certain nombre d'autres instruments qui peuvent être mis à disposition des élèves. La conseillère aimerait savoir s'il y a aussi des adultes inscrits dans l'enseignement instrumental. Le bourgmestre confirme que c'est le cas, surtout en piano et en guitare, mais aussi dans l'enseignement musical (solfège). L'école offre aussi un cours d'enseignement musical en langue anglaise.

L'organisation scolaire musicale pour l'année 2021/2022 est approuvée unanimement.

## **5 Approbation de la convention Super Senior**

L'échevin Jean Claude Roob (LSAP) présente le nouveau projet « Super Senior » qui vise à mettre en place un pool de seniors formés en accompagnateurs scolaires pouvant dispenser des cours d'appui à des élèves de l'enseignement fondamental. Le projet repose sur une convention avec l'association « Mouvement pour l'Égalité des Chances pour Tous » (MEC a.s.b.l.) qui s'occupe du recrutement et de la formation des seniors et qui gère les contacts entre parents et seniors. Ce service est facturé 0,8 euro par habitant de la commune et par année, le coût total annuel s'élevant ainsi à environ 8.200 euros.

Le bourgmestre Nicolas Pundel explique que l'association veille à la qualité de l'enseignement en évaluant les compétences des seniors et en leur donnant une formation pédagogique de base. Le projet est déjà en cours dans d'autres communes comme, par exemple, dans la région du Mullerthal.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) aimerait savoir où les cours sont dispensés. Le bourgmestre explique qu'il s'agit de cours individuels dispensés au domicile de l'élève. Il souligne que l'association vise à créer une relation de confiance entre formateurs, parents et enfants, et que des entretiens préalables ont toujours lieu. Le projet ne vise pas uniquement un simple appui scolaire, mais s'apparente à un véritable coaching.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) estime qu'il s'agit d'un projet très intéressant puisqu'il favorise l'inclusion des seniors tout en faisant profiter les enfants de leur expérience. Elle aimerait savoir quels sont les critères de sélection des seniors et qui décide du recrutement. Le bourgmestre explique que l'association fait la sélection sur base de ses propres critères. Un appel à candidature a déjà été envoyé à tous les habitants de la commune âgés de plus de 50 ans. La sélection est réalisée après un entretien entre les candidats et les membres de l'association. Celle-ci vise à s'assurer de la fiabilité morale et du niveau de compétences des seniors. Une habitante de la commune dispense déjà des cours de français. Le bourgmestre souligne que l'association a présenté un concept cohérent et qu'elle prend le recrutement très au sérieux. L'association présente aussi d'excellentes références à propos de son travail dans les régions du Mullerthal et de la Moselle.

L'échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) explique que l'association exige des copies de diplômes et un extrait de casier judiciaire vierge, et qu'elle vérifie le niveau de compétence des candidats par des tests en langues française et allemande, ainsi qu'en mathématiques. Il y a aussi des rencontres régulières entre « super seniors », permettant à ceux-ci d'échanger ou d'organiser des activités communes en-dehors des cours. Il s'agit donc aussi d'un projet d'inclusion pour seniors.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin veut savoir comment les parents peuvent inscrire leurs enfants. Le bourgmestre explique que cela sera communiqué dans une phase ultérieure, l'association étant actuellement en train de composer un pool d'accompagnateurs.

L'échevin Jean Claude Roob (LSAP) explique que l'offre des cours devra nécessairement s'adapter au nombre de bénévoles recrutés.

Le conseiller Jean-Marie Durrer (CSV) estime que les enfants qui font leurs devoirs à la maison relais ne pourront pas profiter de cette offre. Le bourgmestre confirme que l'association ne travaillera pas dans la maison relais, mais que le concept prévoit uniquement un accompagnement à domicile. Il explique qu'un autre projet est en préparation, visant à engager des étudiants pour dispenser de l'aide aux devoirs à la maison relais. Jean-Marie Durrer demande pourquoi l'offre n'est pas étendue à l'enseignement secondaire. Le bourgmestre estime qu'il est difficile de trouver des seniors pouvant assurer un enseignement à ce niveau.

Nicolas Pundel explique que les cours sont payants et que le tarif est fixé à 10 euros de l'heure. L'association touche 2 euros et l'accompagnateur le reste. Il estime qu'il s'agit d'un tarif abordable et que la non-gratuité est nécessaire afin d'éviter des abus. L'échevin Jean Claude Roob (LSAP) estime que les tarifs se situent largement en-dessous d'autres services d'accompagnement scolaire.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) regrette que le projet n'ait pas été débattu au conseil communal plus tôt. Elle estime que l'organisation d'une aide aux devoirs à la maison relais aurait dû être prioritaire. Elle estime qu'un projet se limitant aux seniors de la commune aurait été préférable et qu'il ne s'agit pas d'un vrai bénévolat puisque les accompagnateurs sont dédommagés. Elle pense aussi que la commission sociale et du 3e âge, le club senior et la commission de la jeunesse auraient dû être impliqués dans l'élaboration d'un tel projet. Elle estime aussi que le réseau « Hoplr » aurait pu servir à mettre en contact des accompagnateurs de la commune et les parents. Martine Dieschburg-Nickels est d'avis que le concept de l'association est trop professionnalisé et que l'offre ne résoudra pas le problème des enfants à la maison relais. Elle trouve inacceptable que le collège échevinal ait signé la convention et lancé le projet en faisant sa publicité, sans attendre un débat au conseil communal. Elle annonce qu'elle n'approuvera pas la convention. Elle est d'avis que la commune aurait pu lancer son propre projet puisqu'elle dispose de nombreux bénévoles motivés et compétents. Le bourgmestre Nicolas Pundel souligne que le projet ne constitue qu'un élément parmi d'autres dans ce domaine et que la commune développe bien ses propres projets. Le collège échevinal a bien conscience du fait qu'il faut aussi créer une aide aux devoirs pour la maison relais. Il explique que le club senior a bien été consulté. Il estime aussi qu'il serait naïf de penser qu'on pourra résoudre la problématique de l'accompagnement scolaire au sein d'une commission. Le projet est à voir comme une offre parmi d'autres.

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) félicite le collègue échevinal pour avoir choisi ce projet, qu'il juge très important. Il salue le fait que le projet soit mis en œuvre par une association sans but lucratif. Il pense que l'application de voisinage « Hoplr » aurait effectivement pu être utilisée davantage pour favoriser la prise de contact des parents avec de nombreux jeunes enseignants habitant à Strassen. Il aimerait savoir si le collègue échevinal s'est renseigné auprès des communes où le projet existe déjà depuis longtemps, afin de savoir quelles ont été les expériences. Le bourgmestre explique que le projet a été largement couvert par les médias et qu'il connaît personnellement des personnes actives en tant que « super seniors » qui lui auraient fait part de leurs expériences.

Le conseiller Jean-Marie Durrer salue le principe du projet, mais estime qu'un dédommagement aussi faible ne sert à rien. L'échevin Jean Claude Roob (LSAP) estime que le dédommagement est censé couvrir les frais et que la non-gratuité protège des abus.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) remarque que des frais de route s'ajoutent au dédommagement. Le bourgmestre souligne que le projet prévoit bien d'engager des seniors de la commune, contrairement à ce qui a été dit. Laurent Glesener estime que ce n'est pas le cas actuellement, puisque l'association est seulement en train de créer un pool. Il est d'accord avec le fait que la non-gratuité est importante pour sauvegarder la qualité de l'offre. Il trouve que le projet est à saluer comme un élément qui pourra contribuer à résoudre le problème de l'accompagnement scolaire. Par ailleurs, il est d'accord avec Martine Dieschburg-Nickels sur le fait qu'un projet local aurait été préférable. Il regrette également que le projet n'ait pas été débattu plus tôt au conseil communal.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) aimerait savoir si la commune sera informée du travail des accompagnateurs sur le terrain et si elle fera une évaluation régulière du projet. Le bourgmestre confirme que la commune sera informée et qu'elle fera une évaluation après un certain temps.

Le conseiller Léandre Kandel pense également qu'une évaluation régulière par la commune est nécessaire. Le bourgmestre promet que cet aspect sera pris en compte et que la convention sera adaptée dans ce sens.

La convention est approuvée majoritairement avec trois votes contre de la fraction DP.

## **6 Approbation de la convention Pacte Nature**

Le conseil communal est appelé à approuver une convention relative au « Pacte nature » avec le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

L'échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) explique que le nouveau pacte est un instrument similaire au « Pacte climat », et qu'il vise à rétablir la biodiversité au Luxembourg. Elle explique que l'État considère que les communes sont des partenaires incontournables, puisqu'elles détiennent 14 % du territoire national. Les communes sont appelées à jouer un

rôle de modèle en respectant des bonnes pratiques et en sensibilisant la population. Le catalogue des mesures du pacte touche à des thématiques comme la réalisation de plantations publiques en accord avec l'environnement naturel, la lutte contre la densification des sols et la pollution lumineuse ou la sensibilisation de la population aux besoins des insectes. Les communes contribuent ainsi au plan national de protection de la nature (PNPN), aux objectifs écologiques de la gestion de l'eau et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Betty Welter-Gaul (LSAP) explique que le pacte comporte un système de certification similaire au « Pacte climat ». Le catalogue des mesures permet de remporter 233 points au maximum. Le seuil de certification de base est atteint à 40 % avec 93 points. La certification « bronze » est atteinte avec 50 % soit 116 points, la certification « argent » avec 60 % soit 140 points et la certification « or » avec 70 % soit 163 points. Le montant des subsides est calculé sur base de ce score. La signature du pacte engage la commune à transposer les mesures du catalogue.

Les mesures du catalogue sont réparties entre plusieurs domaines, dont la mise en œuvre d'une stratégie générale, le milieu urbain, le milieu des paysages ouverts, le milieu aquatique, le milieu forestier, ainsi que la communication et la coopération. Un audit obligatoire sera fait au cours de la première année suivant la signature du pacte. Après la première certification, un audit sera fait tous les trois ans. L'État couvrira les frais pour les services d'un conseiller « Pacte nature » jusqu'à un montant maximal de 30.000 euros. Le collège échevinal a déjà signé une déclaration d'intention de participation le 24 septembre, tout en déclarant vouloir recourir à un conseiller nature externe en partenariat avec le Syndicat Intercommunal pour la conservation de la nature (SICONA). L'interlocuteur du côté étatique est le groupement d'intérêt économique « myenergy ».

Betty Welter-Gaul (LSAP) explique qu'une équipe « Pacte nature » sera créée dès que la commune disposera d'un conseiller. Cette équipe sera créée en collaboration avec la commission de l'environnement et de l'énergie. Elle comportera le représentant de la commune auprès du SICONA, un fonctionnaire communal, le responsable du service forestier, des membres de la commission de l'environnement et de l'énergie, un représentant du collège échevinal et des experts. Le « Pacte nature » sera valable jusqu'à 2030. L'échevin estime que la commune remplira dès le début de nombreuses exigences du pacte, et que celui-ci contribuera davantage à la protection de la nature.

Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) est également persuadé que la commune de Strassen remplit déjà un grand nombre d'exigences. Il critique néanmoins le fait que l'État lance un pacte après l'autre et que cela génère beaucoup de travail pour les communes. Il est cependant persuadé que la commune devrait signer le pacte.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) estime qu'il existe effectivement un nombre important d'initiatives dans ce domaine. Il estime que le responsable du service forestier fait déjà un excellent travail dans ce domaine, que la commune travaille avec le SICONA et que le

nouveau pacte n'apportera rien de nouveau tout en générant des frais et une charge de travail supplémentaires.

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) se rattache à la position du bourgmestre et du conseiller Léandre Kandel. Il aimerait savoir si la subvention de l'État d'un montant de 30.000 euros suffira à couvrir les frais d'un conseiller. Le bourgmestre estime que cela sera suffisant et explique que le collège échevinal n'a pas l'intention d'engager plus d'argent.

Le conseiller Jean-Marie Durrer (CSV) confirme que la gestion des forêts dans la commune est excellente, mais estime aussi que beaucoup d'autres endroits constituent de véritables déserts au niveau de la biodiversité. Il pense qu'un conseiller pourrait aider à mieux gérer les ressources naturelles de la commune et que le plan apportera une nouvelle dynamique.

Le conseiller Léandre Kandel est d'avis que des mesures de protection de la biodiversité sont déjà en place. Il estime que la signature du pacte n'est pas une nécessité.

La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) ne partage pas l'opinion que le pacte est superflu. Elle estime que, contrairement au réchauffement climatique, la biodiversité menacée n'est pas encore perçue comme un problème important par la population. Elle est persuadée que le pacte aidera à susciter une meilleure prise de conscience de ces problèmes.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin estime que les divers pactes lancés par l'État ont bien une utilité et qu'ils aident à créer une dynamique nouvelle pour résoudre des problèmes.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) partage la position du collège échevinal et de la conseillère Claire Remmy en ce qui concerne l'importance de la protection de la nature et de la sensibilisation. Elle estime néanmoins que les membres du conseil communal ont aussi la responsabilité de veiller à la manière dont les deniers publics sont dépensés. Elle est d'avis que le « Pacte nature » a surtout été créé pour aider les petites communes qui ne disposent souvent pas des compétences nécessaires pour s'attaquer à une problématique complexe comme la préservation de la biodiversité. Elle estime que ce n'est pas le cas à Strassen et que la commune dispose de moyens plus importants. Elle remarque qu'en dépit des subventions, la signature du pacte obligera la commune à engager des frais qui pourraient être mieux utilisés à d'autres fins. Elle estime que le responsable du service forestier fait un travail remarquable et que la commune devrait plutôt mettre en œuvre ses propres projets en collaboration avec le service forestier.

Le bourgmestre explique que le responsable du service forestier est déjà surchargé de travail. Il estime aussi que le pacte ne concerne pas seulement la forêt, mais la biodiversité dans tous les milieux. Il estime que les problèmes environnementaux ont pris une telle ampleur que toute aide est la bienvenue. Il pense aussi que la commune de Strassen ne doit pas se reposer sur ses lauriers dans ce domaine et qu'il est toujours possible d'améliorer les choses.



Le conseiller Jean-Marie Durrer estime que le pacte peut aussi avoir une fonction symbolique et qu'il peut jouer un rôle de sensibilisation important.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) estime que la protection de la nature et de la biodiversité est certes importante, mais remarque aussi que les certifications prévues par de tels pactes mettent aussi les communes sous pression par crainte de ne pas atteindre les objectifs escomptés. Elle pense que la commune pourrait attendre avant de signer un nouveau pacte, notamment pour voir si les résultats des pactes existants correspondent bien aux attentes de la commune. Le bourgmestre estime que la commune a déjà fait beaucoup de progrès grâce au « Pacte climat » et que le « Pacte nature » pourrait apporter une dynamique comparable. Il explique que, personnellement, il ne s'est jamais senti mis sous pression à cause du niveau de la certification. Il est d'avis que les problèmes environnementaux constituent un problème urgent et ne pense pas que la commune devrait attendre pour mettre en œuvre des mesures.

Le conseiller Léandre Kandel est d'accord sur ce point, mais estime que la commune peut tout aussi bien, sinon mieux, mettre en œuvre de telles mesures. Il annonce que la fraction DP s'abstiendra lors du vote.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) est d'accord sur l'importance de la protection de la nature, mais estime aussi que la commune devrait alors prendre ses responsabilités en augmentant substantiellement son budget dans ce domaine.

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) estime que la plupart des arguments avancés sont pertinents. Il craint qu'en cas de non-signature, la commune pourrait subir un déficit d'image en dépit de l'important travail déjà accompli dans le domaine de la protection de la nature à la commune de Strassen. Il critique par contre le système de certification avec des points, inutile, indigne et qui rappelle l'école.

La convention relative au « Pacte nature » est approuvée majoritairement avec quatre abstentions des conseillers Martine Dieschburg-Nickels, Léandre Kandel, Laurent Glesener et Victoria El Khoury.

## **7 Approbation d'un contrat de bail à loyer**

Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) explique que la commune compte louer un appartement à une jeune famille de Reckange-sur-Mess, dont la maison a été touchée par les récentes inondations. Ils doivent quitter leur maison pendant plusieurs mois pour la remise en état. La famille n'a pas trouvé d'autre logement et la commune a proposé cette solution.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) attire l'attention du collège échevinal sur une formulation dans le contrat de bail qui devrait être modifiée. Le conseiller François Gleis (CSV) salue le fait que la commune se montre solidaire envers une famille dans le besoin.

Le contrat de bail est approuvé à l'unanimité.

## **8 Confirmation de règlements temporaires de circulation**

Le conseil communal est appelé à confirmer plusieurs règlements temporaires de circulation concernant des chantiers dans la route d'Arlon, la rue du bois, la rue du Kiem et la rue des Romains.

Les règlements temporaires de circulation sont approuvés unanimement.

## **9 Nominations aux commissions locales et syndicats intercommunaux**

Le conseil communal est appelé à approuver plusieurs nominations aux commissions locales et syndicats intercommunaux.

Le collège échevinal propose de remplacer Luc Reisdorffer par Jens Stangier en tant que secrétaire administratif et rapporteur technique de la commission d'aménagement locale.

Le collège échevinal propose de nommer Luc Speltz en tant qu'adjoint au secrétaire de la commission des bâtisses.

Attendu qu'un poste de membre suppléant représentant le conseil communal au sein de la commission d'intégration est vacant, le collège échevinal a invité les membres du conseil communal intéressés à se manifester. Les conseillers Laurent Glesener (DP) et Claire Remmy (déi Gréng) ont déposé leur candidature.

Suite à la démission de Betty Welter-Gaul (LSAP) de son poste de représentante de la commune de Strassen au sein du syndicat intercommunal SIGI, le collège échevinal a invité les membres du conseil communal intéressés à déposer leurs candidatures. Une décision sur le congé politique supplémentaire à allouer sera prise en même temps. Le conseiller Paul Klensch (LSAP) a déposé sa candidature.

Le parti politique DP propose de remplacer Salvador Fernandez par Yannick Huss en tant que membre de la commission scolaire.

Le parti politique DP propose de remplacer Yannick Huss par Marc Schmit en tant que membre de la commission d'aménagement.

La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) est élue en tant que membre suppléant représentant le conseil communal au sein de la commission d'intégration avec 9 voix contre 3 voix pour le conseiller Laurent Glesener (DP).

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) est élu unanimement comme représentant de la commune de Strassen au sein du syndicat intercommunal SIGI. Le conseil communal lui accorde unanimement 5 heures de congé politique en relation avec cette fonction.

Le conseil communal approuve unanimement les autres nominations et remplacements.

## **10 Urbanisme : Approbation du PAP « Am Bëschelchen »**

Le Conseil est appelé à approuver le projet d'aménagement particulier « am Bëschelchen » du bureau d'architecture et d'urbanisme Beiler Francois Fritsch pour le compte du maître d'ouvrage Real Estate Strassen.

Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) explique que le PAP NQ doit être réalisé sur la parcelle dans la rue Thomas Edison qui est actuellement encore occupée par l'ancien siège de CREOS Luxembourg et par un parking. Le projet prévoit à terme la création de 30.000 mètres carrés de bureaux. Le terrain se situe dans une zone spéciale « Administration ». Le bourgmestre explique que, dans cette zone, tout logement est interdit en-dehors des logements de fonction de portier. Le terrain se situe dans une zone de bruit, mais celle-ci ne concerne pas les bâtiments. Une étude d'impact n'a donc pas été nécessaire. Une mesure de compensation sera nécessaire sous forme de plantation de huit arbres à tige haute en raison d'un petit biotope présent sur la parcelle.

Le projet sera réalisé en deux phases, le bâtiment existant avec 12.000 mètres carrés n'étant que remplacé dans une phase ultérieure. Le projet prévoit à terme la construction d'un campus de 5 à 6 nouveaux bâtiments. Le bourgmestre explique que le projet inclut un concept paysager qui prévoit la plantation d'essences indigènes et la construction de bassins d'orage. Le bourgmestre regrette que le concept de mobilité repose toujours principalement sur la voiture individuelle, bien que le projet souligne la proximité de la future ligne de tram. Les bâtiments seront reliés à la centrale de froid LuxEnergie qui se situera d'ailleurs sur le terrain voisin. Des panneaux photovoltaïques sur les toitures et des bornes de recharge pour véhicules électriques sont également prévus. Il existe aussi un concept acoustique visant à atténuer les bruits ambiants grâce à des espaces verts entre les bâtiments. Le PAP de 2,16 hectares a été analysé par la cellule d'évaluation de la commune qui l'a jugé conforme. 25,5 % du terrain sont cédés à la commune.

Sur demande du conseiller Léandre Kandel (DP), le bourgmestre confirme qu'un chemin en marge de la parcelle sera cédé à la commune pour l'accès à la centrale de froid.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) remarque que le texte prévoit seulement la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques. Le bourgmestre explique que certains bâtiments seront couverts de panneaux, tandis que d'autres auront une toiture végétalisée. Le bourgmestre souligne que le projet devra de toute façon passer en commission des bâtisses et que le règlement des bâtisses prescrit une surface déterminée de panneaux photovoltaïques sans exception.

Le conseiller Jean-Marie Durrer (CSV) regrette que le projet envisage de sceller une grande surface. Le bourgmestre estime que c'est conforme aux réglementations en vigueur.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) regrette que le projet risque d'augmenter encore les problèmes de trafic dans le quartier, avant que le futur boulevard de Merl et l'extension du réseau LuxTram ne puissent apporter une solution à ce problème. Elle aimerait aussi savoir pourquoi le concept de mobilité prévoit de créer jusqu'à 600 emplacements de parking alors que le règlement des bâtisses ne prévoit qu'un maximum de 500 emplacements pour une telle surface. Le bourgmestre explique que ce chiffre est explicitement avancé sous réserve des fonctions encore à définir en rez-de-chaussée, les réglementations de la commune prescrivant également un nombre déterminé d'emplacements pour certaines activités comme des cafés ou des cabinets médicaux.

Le PAP « am Bëschelchen » est approuvé à l'unanimité.

## **11 Décision dans le cadre de l'exercice d'un droit de préemption**

Le collège échevinal propose de changer l'ordre du jour en reportant ce point à la fin de la réunion, afin d'en débattre en huis clos.

## **12 Divers**

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) aimerait savoir quelle est la démarche à suivre par une association pour être reprise dans la liste des associations et clubs subventionnés par la commune. L'échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) explique que l'association doit faire une demande par courrier au collège échevinal. Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) explique que la commune subventionne presque exclusivement des clubs sportifs ou culturels locaux, surtout en raison du nombre élevé d'associations en tout genre domiciliées à Strassen. La commune essaie donc de subventionner uniquement les clubs qui participent pleinement à la vie sociale. Les demandes sont dès lors traitées au cas par cas. Betty Welter-Gaul (LSAP) ajoute que les demandes doivent être accompagnées par une lettre de motivation et par les statuts de l'association. La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) estime que ces informations devraient être mieux diffusées. La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) estime que la commune devrait définir des critères précis dans ce cadre.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) remarque que le restaurant « Lion d'Or » est toujours ouvert et que le gérant a apparemment annoncé la fermeture pour fin décembre. Elle demande des détails sur l'action en justice de la commune contre le gérant. Le bourgmestre explique qu'une décision en deuxième et dernière instance est attendu pour le 21 décembre. La conseillère demande si la commune aura droit à des dommages-intérêts dans cette affaire. L'échevin Jean Claude Roob (LSAP) explique que c'est le cas en principe.

Maryse Bestgen-Martin demande quand le prochain marché d'occasion pour vêtements d'enfants sera organisé à Strassen. Le bourgmestre explique que le prochain marché aura lieu en mars 2022.

Maryse Bestgen-Martin suggère que la commune se rattache au projet « Klengschrëtt.lu » créé par « Umweltberodung Lëtzebuerg », « Natur & Ëmwelt » et « Youth for Climate ». Il s'agit d'un projet de sensibilisation gratuit proposant aux particuliers une multitude de petites actions visant à promouvoir de bonnes pratiques écologiques facilement réalisables. Le bourgmestre promet que le collège échevinal s'informerait sur le projet.

Le conseiller Léandre Kandel (CSV) explique que la cérémonie de bénédiction des tombes de la Toussaint a été perturbée par des personnes occupant le terrain de jeu à côté du cimetière. Il estime que l'aire devrait être fermée ce jour-là. Le collège échevinal promet de chercher une solution.

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) estime qu'il y a eu un problème similaire lors de la Journée de commémoration nationale, le 10 octobre 2021, en raison du trafic. Il est d'avis que la place des Martyrs devrait momentanément être fermée pendant la durée de cette cérémonie.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) estime que la morgue au cimetière ne correspond plus vraiment aux exigences des cérémonies et estime que la commune devrait réfléchir à la remplacer. Le bourgmestre explique que la commune est effectivement en train d'étudier un tel projet avec l'architecte qui a dessiné le nouveau complexe de football. Le projet prévoirait une construction moderne et plus grande au même endroit.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) demande des détails sur l'organisation de la fête de Saint-Nicolas de cette année. Le bourgmestre explique que la visite de Saint-Nicolas au centre culturel Barblé ne pourra toujours pas avoir lieu en raison de la pandémie. Les enfants recevront leur cadeau à l'école. Martine Dieschburg-Nickels explique qu'elle a reçu des plaintes du voisinage d'un nouveau bar-restaurant à la route d'Arlon en raison de nuisances sonores. En soirée, les exploitants mettraient la musique à fond. Le bourgmestre explique que la législation normale sur les nuisances sonores s'applique dans ce cas. Il estime que la commune ne peut pas faire grand-chose et que les voisins doivent eux-mêmes contacter la police en cas de problème.

Dans le contexte de la fête de Saint-Nicolas, la conseillère Claire Remmy (déi Gréng) attire l'attention du Conseil sur la polémique suscitée par le « zwarte Piet » aux Pays-Bas. Elle estime que le personnage du « Houseker » est similaire et aimerait avoir l'opinion du collègue échevinal sur ce sujet. Le bourgmestre estime qu'une telle polémique n'existe effectivement pas à propos du « Houseker », parce que le personnage est assez différent du « Zwarte Piet ». Il ne représente d'ailleurs pas traditionnellement une personne de couleur noire.

### **13 Affaires de personnel (huis clos) :**

- a) Décision portant sur une demande de prolongation de stage
- b) Décision portant sur une demande de démission

## **Sitzung des Gemeinderates vom 10. November 2021**

### **Tagesordnung :**

1. Vorstellung des PINSS-Projektes
2. Verabschiedung des Kostenvoranschlags für den Fußballkomplex
3. Verabschiedung eines Kostenvoranschlags bezüglich des Pumpwerks Helfenterbrück
4. Genehmigung der Musikschulorganisation für das Jahr 2021/2022
5. Genehmigung der Super Senior-Vereinbarung
6. Genehmigung der Naturpakt-Vereinbarung
7. Genehmigung eines Mietvertrags
8. Bestätigung von befristeten Verkehrsreglements
9. Ernennungen in lokale Kommissionen und interkommunale Syndikate
10. Urbanismus: Genehmigung des Teilbebauungsplans (PAP) "Am Béschelchen"
11. Beschluss im Rahmen der Ausübung eines Vorkaufsrechts
12. Verschiedenes
13. Personalangelegenheiten (unter Ausschluss der Öffentlichkeit) :
  - a) Beschluss bezüglich eines Antrags auf Verlängerung der Probezeit
  - b) Beschluss bezüglich eines Antrags auf Beendigung des Dienstverhältnisses

### **Anwesend :**

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) ; Erster Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) ; Zweiter Schöffe Jean Claude Roob (LSAP). Mitglieder des Gemeinderates : Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) ; Martine Dieschburg-Nickels (DP) ; Victoria El Khoury (LSAP) ; Laurent Glesener (DP) ; Jean-Marie Durrer (CSV) ; François Gleis (CSV) ; Léandre Kandel (DP) ; Paul Klensch (LSAP) ; Claire Remmy (déi Gréng).

**Abwesend** (entschuldigt) : Marc Fischer (DP)

**Gemeindesekretär** : Christian Muller

## 1 Vorstellung des PINSS-Projekts

Die Regionalbeauftragte für soziale Eingliederung (ARIS) Tamara Maia Romao stellt den Mitgliedern des Gemeinderates das « Projekt für Soziale Eingliederung in Strassen » (Projet d'Inclusion Sociale à Strassen - PINSS) vor. Begleitet wird sie von Laurent Reyter und Danielle Bauer, beides Mitglieder von « Sustained.lu », der Partnervereinigung des Projektes.

Tamara Maia Romao erläutert die Zielsetzung des Projektes, nämlich die Stärkung und Aufwertung der Kompetenzen von Beziehern des REVIS - des Einkommens zur sozialen Eingliederung - der Gemeinden Strassen, Mamer und Steinfort. Die beteiligten Akteure sind die Gemeinde Strassen, die die Anschubfinanzierung des Projektes leistete sowie Räumlichkeiten zur Verfügung stellte, sowie das Sozialamt von Strassen und das Nationale Amt für soziale Eingliederung („Office National d'Inclusion Sociale“ - ONIS), welches die Regionalbeauftragten für soziale Eingliederung der Gemeinden Strassen, Mamer und Steinfort zur Verfügung stellt.

Tamara Maia Romao geht kurz auf die Vorgeschichte des Projektes ein, welches aus einer Projektausschreibung des ONIS im Mai 2019 hervorging. Sie hebt die Rolle von Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) und Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) hervor, die sich von Anfang an aktiv in die Gestaltung des Projekts eingebracht haben. Im Oktober wurde im Rahmen des Nationalen Aktionsplans zur Integration („PAN Integration“) ein erstes Projekt "Traum'ACT" mit dem Verein ohne Gewinnzweck "SOURRIRE" („SOUTien entre Résidents et Réfugiés par l'Intégration, le Respect et l'Estime de soi“) ausgewählt. Dieses konnte jedoch aufgrund von Meinungsverschiedenheiten mit besagtem Verein nicht umgesetzt werden. Daraufhin wurde das Projekt "PINSS" ins Leben gerufen und zusammen mit dem Ministerium für Familie, Integration und Großregion ein Antrag auf Förderung durch die Gemeinde gestellt.

Beim ersten PINSS Workshop, von Oktober bis Dezember 2020 ging es darum, Malerarbeiten in den neuen Räumlichkeiten durchzuführen. Im März 2021 schloss sich dann der Verein « Sustained.lu » dem Projekt an.

Das Projekt bringt soziale und ökologische Elemente zusammen und zielt in erster Linie darauf ab, das Selbstwertgefühl, die Ausdauer und das Durchhaltevermögen der REVIS-Bezieher zu steigern, ihre soziale Isolation zu mildern und sie an eine geeignete Beschäftigungseinrichtung oder sogar an den ersten Arbeitsmarkt heranzuführen. Darüber hinaus setzt sich das Projekt für weniger Verschwendung, Abfallvermeidung und Upcycling ein und ist bestrebt, die sprachlichen und sozialen Fertigkeiten der Bezieher zu verbessern.

Laurent Reyter von « Sustained.lu » erläutert, dass sein Verein im Januar 2017 gegründet wurde und derzeit 5 Mitglieder zählt. Hauptziel des Vereins ohne Gewinnzweck ist die Förderung des « Upcycling », d. h. die Herstellung neuer Dinge aus wiederverwertetem Material, sowie damit verbundene Themen wie "Zero Waste" und der Kampf gegen Verschwendung. Als Beispiel dafür nennt er Geldbörsen und Handtaschen aus Stoffresten

oder ausgedienten Reklamebannern, Schmuck und Flaschenöffner aus alten Skateboards oder Dekorationsgegenstände aus Holz- oder Gummiresten.

Laurent Reyter erklärt, dass « Sustained.lu » seit März 2021 als Partner mit dem « PINSS » zusammenarbeitet, dies im Rahmen des Projektes « SuPi » (« Sustained.lu » Projet d'inclusion sociale). Von März bis Mai wurden die Räumlichkeiten des Projektes vor allem mit Möbeln aus zweiter Hand ausgestattet oder Möbeln, die in den Recyclingzentren abgegeben wurden. Ab Juni dann wurden Workshops angeboten. Die vier Workshops werden von vier Freiwilligen des Vereins betreut.

Bei den Koch-Workshops geht es vor allem darum, Verschwendung zu vermeiden und, so weit dies möglich ist, nur Lebensmittel zu verwenden, die nicht verkauft wurden oder deren Haltbarkeitsdatum in Kürze überschritten sein wird. Diese werden bei lokalen Geschäften abgeholt, insbesondere dem « Pall City Market » in Strassen. Die Holz-, Näh- und Kreativworkshops arbeiten ebenfalls mit verschiedenen wiederverwerteten Materialien, wie z.B. Holzpaletten, Weinkisten, alten Jeans und anderen Stoffresten, Werbebannern, Papier oder Fahrradschläuchen. Zum Abschluss seiner Präsentation zeigt Laurent Reyter eine Reihe von Fotos zum Projekt. Danach eröffnet Bürgermeister Pundel (CSV) die Aussprache.

Auf die Frage von Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) erwidert der Bürgermeister, dass die Räumlichkeiten des Projektes sich in der ehemaligen Pfortnerwohnung der « Hueflach »-Schule befinden. Das Gemeinderatsmitglied erkundigt sich, wie die konkrete Ausgestaltung der Workshops aussieht und ob sie täglich stattfinden. Tamara Maia Romao erläutert, dass die verschiedenen Workshops über die Woche verteilt sind, von Montag bis Freitag, und dass es bei jedem Workshop jeweils 3 bis 5 Teilnehmer gibt. Sie betont, dass diese Art der Organisation auch deshalb notwendig ist, weil die Betreuer diese Aufgabe im Rahmen ihrer Freiwilligentätigkeit wahrnehmen. Bei diesem Projekt geht es auch darum, dass die Teilnehmer sich zu einer regelmäßigen Teilnahme und zur Einhaltung der Regeln verpflichten, und sie müssen diesbezüglich auch eine Verpflichtungserklärung unterzeichnen. Martine Dieschburg-Nickels erkundigt sich, ob man nach Abschluss der Workshops eine Art Diplom erhält, welches den Einstieg auf den ersten Arbeitsmarkt erleichtern könne. Tamara Maia Romao schätzt, dass die derzeit Teilnehmenden noch sehr weit davon entfernt sind, auf den ersten Arbeitsmarkt vermittelt werden zu können. Bei dem Projekt geht es vor allem darum, ihre Befähigungen so weit zu verbessern, dass sie an Aktivierungsmaßnahmen teilnehmen können, wie z.B. gemeinnützigen Arbeiten („travaux d'utilité collective" - TUC). Es bestünde die Möglichkeit, Bescheinigungen auszustellen, diese hätten jedoch keinerlei anerkannte Gültigkeit. Am Anfang sei es vor allem darum gegangen, die sprachlichen Fähigkeiten zu verbessern und das Einhalten von Regeln und vorgegebenen Zeiten einzuüben. Sie unterstreicht, dass das Projekt sich noch in seiner Anfangsphase befindet, und dass in Zukunft weitere Aktivitäten hinzukommen könnten.



Martine Dieschburg-Nickels fragt, wie viele Personen derzeit am Projekt teilnehmen. Tamara Maia Romao entgegnet, dass die Teilnehmerzahl des Projektes derzeit auf 15 Bezieher begrenzt ist. Dies sei vor allem darauf zurückzuführen, dass die Räumlichkeit zu klein sind, um bei einer größeren Teilnehmerzahl eine Übertragung von Covid-19 auszuschließen. Sobald die Pandemie vorbei sei, könne man auch darüber nachdenken, die Teilnehmerzahl zu erhöhen. Sie ergänzt, dass bestimmte Personen auch an andere Schulungseinrichtungen weitervermittelt werden könnten, so dass mittelfristig eine Rotation bei den Teilnehmern möglich sein wird. In den drei Gemeinden, die sich an diesem Projekt beteiligen, könnten potenziell 140 bis 150 Begünstigte diese Maßnahme in Anspruch nehmen.

Bürgermeister Nicolas Pundel betont die Bedeutung der ehrenamtlichen Arbeit bei der Durchführung derartiger Projekte und lobt das Engagement der Mitglieder von "Sustained.lu".

Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) erkundigt sich nach den Auswahlkriterien für die Teilnahme. Tamara Maia Romao erklärt, dass die Arbeitsagentur (ADEM) eine Beurteilung der Befähigungen der REVIS-Bezieher durchführt. Falls diese nicht geeignet sind für den ersten Arbeitsmarkt, werden sie von ONIS an die Regionalbeauftragten für Soziale Eingliederung (ARIS) verwiesen.

Bürgermeister Nicolas Pundel ist der Ansicht, dass derartige Aktivierungsmaßnahmen eine wertvolle Hilfe für die betroffenen Personen sind und betont, dass die Gemeinde regelmäßig REVIS-Bezieher im Rahmen von Verträgen für gemeinnützige Beschäftigung („Travaux d'utilité collective" – TUC) einstellt.

Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) erkundigt sich, ob auch Teilnehmer selbst Workshops leiten. Tamara Maia Romao bestätigt, dass eine Person den Kochworkshop leitet, dass jedoch immer ein Regionalbeauftragter für soziale Eingliederung (ARIS) präsent ist, da eine Betreuung notwendig ist. Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) stellt fest, dass es nicht möglich ist, wie ursprünglich geplant, die Befähigungen der Teilnehmenden in nur wenigen Monaten so weit zu stärken, dass sie im Rahmen eines TUC-Vertrages für gemeinnützige Tätigkeiten eingestellt werden können.

Auf die Frage des Gemeinderatsmitglieds Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) bestätigt Tamara Maia Romao, dass die Sprachprobleme für die meisten Teilnehmer das größte Hindernis darstellen. Sie geht davon aus, dass es auch Hemmnisse gibt, die kulturell bedingt sind, insbesondere bei Frauen, die aus arabischen Ländern stammen und oft nie außerhalb des eigenen Heims gearbeitet haben. Unter den Teilnehmern gibt es auch Analphabeten sowie Personen mit gesundheitlichen Problemen.

Auf Anfrage von Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Durrer (CSV), erläutert Tamara Maia Romao, dass unter den Teilnehmern nur eine Person mit luxemburgischer Staatsangehörigkeit ist.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) erkundigt sich, ob die Teilnehmer auf lange Sicht in einer Einrichtung wie z.B. dem « Centre d'Initiative et de Gestion Local » (CIGL) angestellt werden könnten. Der Bürgermeister schätzt, dass dies theoretisch möglich sei. Betty Welter-Gaul (LSAP) unterstreicht, dass die Stellen beim CIGL im Prinzip denjenigen vorbehalten sind, die in der Lage sind, in den ersten Arbeitsmarkt integriert zu werden. Tamara Maia Romao erklärt, dass dies nicht ausgeschlossen sei, dass in einem derartigen Fall aber ein spezielles Verfahren der ADEM eingehalten werden müsse. Sie glaubt, dass man mit den Verantwortlichen der ADEM eine Verkürzung dieser Prozedur aushandeln könne.

Gemeinderatsmitglied François Gleis (CSV) begrüßt das Projekt. Da Luxemburg viele Asylbewerber aus der ganzen Welt aufnehme, stehe es auch in der Verantwortung, diese Menschen zu begleiten, um sie dabei zu unterstützen, sich eine Zukunft aufzubauen. Er fragt auch, ob die Teilnehmer bei Arbeitsunfällen über eine Unfallversicherung verfügen. Tamara Maia Romao stellt klar, dass die Teilnehmer von der Versicherung des Vereins « Sustained.lu » abgedeckt werden. Betty Welter-Gaul (LSAP) ergänzt, dass das Ministerium die Teilnehmer auch bei ihren Aktivitäten außerhalb der Räumlichkeiten des Projekts versichert, wie z.B. auf dem Arbeitsweg oder bei Sprachkursen.

Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Durrer begrüßt das Projekt, fragt sich jedoch auch, ob nicht einige Personen über einen längeren Zeitraum hinaus betreut werden sollten, insbesondere was die Erweiterung ihrer Sprachkenntnisse angeht. Tamara Maia Romao erklärt, dass die Teilnehmer, die mehr Zeit brauchen, auch die Möglichkeit bekommen, über einen längeren Zeitraum teilzunehmen. Sie betont, dass die Alphabetisierung und die Sprachkurse immer von externen Einrichtungen angeboten werden müssen.

Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) weist darauf hin, dass die Chancengleichheitskommission vor drei Jahren vorgeschlagen hatte, ein Alphabetisierungsprojekt ins Leben zu rufen, dass jedoch der damalige Schöffenrat der Ansicht war, dass ein solches Projekt zu diesem Zeitpunkt in Strassen keine Priorität habe. Ihrer Ansicht nach gibt es in der Gemeinde eine steigende Nachfrage für ein solches Projekt. Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) erklärt, dass es mit Vertretern des Ministeriums Unterredungen zu derartigen Projekten gab, diese jedoch betont hätten, dass Sprachunterricht nicht unter das gleiche Ressort wie soziale Projekte falle und deshalb andere Instanzen diese Aufgabe übernähmen.

Auf die Frage von Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) antwortet Tamara Maia Romao, dass die aus dem Projekt entstandenen Waren bei einem der nächsten Weihnachtsmärkte verkauft werden könnten, da es für dieses Jahr noch nicht genügend fertiggestellte Ware gebe.

## **2 Verabschiedung des Kostenvoranschlags für den Fußballkomplex**

Dem Gemeinderat wird ein Kostenvoranschlag für den neuen Fußballkomplex zur Genehmigung vorgelegt. Bürgermeister Nicolas Pundel erinnert kurz daran, dass der alte Fußballplatz ersetzt werden muss, weil Platz für die in der Nähe gelegenen Schulen und die Maison Relais benötigt wird. Er weist auch darauf hin, dass für den Bau eines neuen Fußballkomplexes ein Gelände in der Nähe des Erlebnisbades « Les Thermes » ausgewählt wurde. Da es sich um eine sehr zentrale Lage handelt, geht der Bürgermeister davon aus, dass man hier eine gute Wahl getroffen hat.

Das Projekt umfasst zwei große Fußballfelder. Das Hauptfeld wird mit einem Hybridrasen aus Naturrasen und synthetischen Mikrofasern ausgestattet, während das zweite Feld ausschließlich aus Kunstrasen bestehen wird. Das Hauptfeld wird über ein Gebäude mit überdachter Tribüne und Umkleideräumen auf drei Ebenen verfügen. Im Untergeschoss befinden sich Technik- und Lagerräume sowie Umkleiden. Die Umkleideräume der Heimmannschaft befinden sich im Erdgeschoss, wo auch ein Physiotherapieraum und ein Erste-Hilfe-Raum untergebracht sein werden. Die Umkleiden werden mit einem Kaltbad für die Muskelregenerierung durch Kältetherapie ausgestattet. Der Bürgermeister ist der Meinung, dass solche Einrichtungen gerechtfertigt sind, da der FC Una Strassen mittlerweile auf sehr hohem sportlichem Niveau in der Nationaldivision spielt. Im Obergeschoss des Gebäudes werden sich Presse- und Tagungsräume sowie ein Ausschank befinden.

Die überdachte Tribüne bietet 348 Sitzplätze und das Spielfeld ist so ausgerichtet, dass die Zuschauer weder von Sonne, Wind oder frontal einfallendem Regen beeinträchtigt werden. Zusätzliche Tribünen mit 102 Sitzplätzen und 200 Stehplätzen befinden sich auf der gegenüberliegenden Seite des Hauptfeldes. Der Bürgermeister erklärt, dass am Spielfeldrand Platz für weitere Zuschauer vorhanden ist. Er schätzt, dass damit für das Hauptfeld eine maximale Zuschauerzahl von fast 1.000 Personen erreicht werden kann.

Das Gebäude ist barrierefrei und verfügt über einen Aufzug sowie rollstuhlgerechte Plätze auf der Tribüne. In einem zweiten, kleineren Gebäude sind der Kartenverkauf und ein Imbissstand untergebracht. Das Gelände ist vollständig umzäunt und verfügt über zwei Haupteingänge.

Der Bürgermeister berichtet, dass ein großer Parkplatz in der Nähe der Tribüne nicht in Frage kam, da man eine Verkehrsüberlastung befürchtete. Stattdessen werde ein kleinerer Parkplatz mit 30 normalen Parkplätzen, 3 Parkplätzen für Menschen mit eingeschränkter Mobilität, Parkplätzen mit Ladestationen für Elektrofahrzeuge und Fahrradstellplätzen gebaut. Dieser Parkplatz wird vor allem Spielern und Mitgliedern des Komitees vorbehalten sein und die Zufahrt wird durch eine Schranke begrenzt. Besucher müssen auf einem der 85 Parkplätze außerhalb des Geländes oder auf dem großen Parkplatz in der Nähe der Grundschule Antoine de Saint-Exupéry parken, der zu Fuß leicht zu erreichen ist.

Der durch den großen Parkplatz freiwerdende Platz wird genutzt, um einen Mehrzwecksportplatz zwischen den beiden großen Fußballfeldern zu bauen. Der Bürgermeister erklärt, dass dieser Platz auch von den Jugendmannschaften für Trainingszwecke genutzt werden kann.

Der Bürgermeister erläutert, dass die Umbauarbeiten im Umfeld des Komplexes recht umfangreich sein werden, da ein Bach kanalisiert und ein Rückhaltebecken gebaut werden muss. Das Kunstrasenfeld wird über einen Unterstand für die Spieler der Jugendmannschaften während der Spielpausen verfügen und eine nicht überdachte Zuschauertribüne mit 320 Stehplätzen. Zusätzlich wird es einen Sanitärblock und einen Imbissstand geben.

Nicolas Pundel erklärt, dass das Projekt vom Sportministerium genehmigt wurde, das nun auf die Genehmigung des Gemeinderats wartet, um die Höhe der Zuschüsse zu berechnen. Der Bürgermeister führt aus, dass der Staat in der Regel 35 % der Kosten erstattet, jedoch nur bei Einrichtungen, die keine Erträge erwirtschaften. Im Gegensatz zu den rein technischen und sportlichen Einrichtungen sind also die Zuschauertribüne oder der Ticketverkauf nicht zuschussfähig. Nicolas Pundel schätzt, dass die endgültige Höhe der Zuschüsse etwa 20 bis 25 % der Gesamtkosten ausmachen wird.

Die geschätzten Kosten für den Hybridrasenplatz liegen bei 1.642.000 Euro, für den Kunstrasenplatz liegen sie bei 1.040.000 Euro und für den Mehrzwecksportplatz bei 132.000 Euro. Die Kanalisierungsarbeiten im Umfeld des Komplexes werden mit 1.216.000 Euro veranschlagt, die Vorarbeiten mit Erdarbeiten und Verlegung von Netzwerken mit 2.036.000 Euro. Für Straßenbau und Parkplätze sind 1.735.000 Euro vorgesehen sowie 890.000 Euro für sämtliche Zäune, Handläufe, Stützkonstruktionen und Pforten. Die Kosten für das Hauptgebäude mit Tribüne belaufen sich auf 7.746.000 Euro, für den Ticketschalter mit Imbissstand auf 484.000 Euro und für den Sanitärblock in der Nähe des Kunstrasenplatzes auf 582.000 Euro. Die Kosten für die Außenanlagen und Bepflanzung belaufen sich auf 1.714.000 Euro .

Die Zwischensumme für die Baukosten beläuft sich somit auf 19.224.000 Euro zuzüglich Mehrwertsteuer und 22.492.000 Euro inklusive Mehrwertsteuer. Hinzu kommen diverse Honorarkosten in Höhe von 2.318.000 Euro, so dass die geschätzten Gesamtkosten für das Projekt bei 24.810.000 Euro liegen. Der Bürgermeister betont, dass das Budget in Anbetracht der momentanen Preisschwankungen mit einer recht hohen Rückstellung für Sonstiges und Unvorhergesehenes in Höhe von 20 % der Gesamtkosten erstellt wurde. Nicolas Pundel ist der Ansicht, dass es sich um ein sehr ehrgeiziges Projekt handelt, dessen Kosten angesichts des hohen sportlichen Niveaus des örtlichen Teams gerechtfertigt sind. Abschließend weist er darauf hin, dass der vorliegende Kostenvoranschlag niedriger ausfällt als ursprünglich geplant und dass einige Änderungen vorgenommen wurden, um die Kosten auf ein annehmbareres Niveau zu senken.

Der Bürgermeister geht auf die Frage von Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) ein und teilt mit, dass auf einem Teil des Daches des Hauptgebäudes Sonnenkollektoren angebracht werden. Die übrigen Gebäude verfügen über begrünte Dächer. Der Komplex wird auch mit einer Auffanganlage für Regenwasser ausgestattet sein, das zur Bewässerung benutzt wird.

Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) drückt ihr Erstaunen angesichts des hohen Prozentsatzes der Rückstellung aus. Der Bürgermeister erklärt, dass bei solchen Projekten eine 10%ige Rückstellung als normal gilt, dass das Schöffenkollegium diese jedoch verdoppelt habe, nachdem die Preise aufgrund der Pandemie in die Höhe geschneit sind.

Das Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) erkundigt sich, ob die hohen Kosten des Projekts darauf zurückzuführen sind, dass besondere Maßnahmen getroffen wurden, um dessen Auswirkungen auf die Umwelt zu reduzieren. Der Bürgermeister erläutert, dass die hohen Kosten vor allem durch das Ausmaß des Projektes bedingt sind. Er betont jedoch, dass die Umweltaspekte auf jeder Ebene des Projektes berücksichtigt wurden.

Nach Ansicht von Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) sind die Baukosten in Luxemburg sehr hoch, selbst unter Berücksichtigung der staatlichen Förderung. Er erkundigt sich, ob es möglich sei, zusätzliche Beihilfen bei der UEFA, der Vereinigung der Europäischen Fußballverbände, zu beantragen. Der Bürgermeister erklärt, dass dies bei dieser Art von Projekten nicht möglich sei. Laurent Glesener bedauert, dass der Schöfferrat keine zweite „Großprojekt-Sitzung“ abgehalten hat, zumal einige Details noch erörtert werden müssen, wie z.B. die Tatsache, dass keine Überdachung für die Tribünen des Kunstrasenplatzes vorgesehen ist. Seiner Ansicht nach sollte für die Eltern, die ihre Kinder zum Training begleiten, ein Unterstand vorgesehen werden. Er ist außerdem der Meinung, dass das Hauptgebäude sich nicht gut in das Umfeld einfügt und den Blick auf das Erlebnisbad verdeckt, welches doch eine Art architektonisches Wahrzeichen der Gemeinde darstellt. Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener ist der Meinung, dass man für dieses Gebäude einen Architektenwettbewerb hätte ausschreiben sollen. Außerdem hätte man die Anordnung des Komplexes aus städtebaulicher Sicht prüfen sollen, insbesondere, um das Ausmaß an Bodenverdichtung zu verringern. Er fragt sich ebenfalls, ob das Gelände auch für andere sportliche Aktivitäten oder Kulturveranstaltungen genutzt werden kann. Seiner Ansicht nach hätten all diese Fragen in einer zweiten « Großprojekt-Sitzung » diskutiert werden müssen.

Bürgermeister Nicolas Pundel ist der Meinung, dass das Schöffenkollegium bereits viele Detailänderungen vorgenommen hat, um die Kosten zu senken. Er erklärt, dass ein Architektenwettbewerb mit Sicherheit höhere Kosten mit sich gebracht hätte und meint, dass ein solcher Wettbewerb normalerweise für prestigeträchtigere Bauten wie Schulen vorbehalten ist und nicht für bloße Zuschauertribünen. Er betont auch, dass die Gemeinde angesichts der guten Leistungen des Vereins hochwertige Anlagen benötige und merkt an, dass die Infrastrukturen vergleichbarer Vereine in Luxemburg oft in einem desolaten Zustand sind. Die Tatsache, dass sich das Hauptgebäude von seiner Umgebung abhebt, sei eine

bewusste Entscheidung der Architekten gewesen, die sich gegen eine Angleichung an die Ästhetik des Erlebnisbads ausgesprochen hätten. Außerdem sei der Blick auf das Wassersportzentrum nicht vollständig versperrt. Zum Thema Bodenverdichtung erklärt der Bürgermeister, dass dieses Problem nur den Kunstrasenplatz betrifft, da der Hybridrasenplatz regenwasserdurchlässig ist. Hinsichtlich einer Überdachung der Tribünen oder anderer Details erklärt er, dass das Schöffenkollegium sich solchen Änderungen nicht verschließen werde, falls die Mitglieder des Gemeinderats dies wünschen.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) schließt sich der Auffassung an, dass der Bau eines neuen Fußballfeldes notwendig war, bedauert jedoch, dass die Mitglieder des Gemeinderats nicht stärker in die Planung eingebunden wurden und beklagt einen Mangel an Transparenz bei der Arbeit des Schöffenkollegiums. Sie erkundigt sich, wie die Sachlage in Bezug auf einen Grundstücksstreifen im Randbereich des Komplexes ist, welcher der Gemeinde Bartringen gehört und mit der Gemeinde Strassen getauscht werden soll. Ihrer Einschätzung nach könnte man auf dieser Parzelle einen zusätzlichen Parkplatz bauen. Sie ist der Meinung, dass der Parkplatz bei der Schule den Nachteil hat, dass die Besucher das Dorf durchqueren müssen, um ihn zu erreichen. Der Bürgermeister erklärt, dass der Grundstückstausch läuft, dass dieses Grundstück jedoch nicht für den Bau eines Parkplatzes geeignet ist, da es sich am Straßenrand befindet, weshalb es nur für Anpflanzungen genutzt werden wird.

Martine Dieschburg-Nickels möchte genauere Angaben zu der Umzäunung des Geländes. Der Bürgermeister erklärt, dass die Spielfelder umzäunt werden sollen, während der Rest des Komplexes mit dem Mehrzwecksportplatz frei zugänglich bleibt. Das Mitglied des Gemeinderates erkundigt sich außerdem, ob das Schöffenkollegium sich vergewissert habe, dass die Kosten des Projekts realistisch veranschlagt seien. Der Bürgermeister erklärt, dass die Kosten entsprechend der derzeitigen Marktpreise berechnet wurden. Martine Dieschburg-Nickels fragt, ob das Gelände auch für andere Veranstaltungen wie Konzerte genutzt werden könne. Der Bürgermeister erwidert, dass dies zwar grundsätzlich möglich sei, dass aber ein solches Gelände in Anbetracht der Sicherheitsaspekte nicht unbedingt ideal für solche Veranstaltungen sei. Er merkt an, dass aus diesem Grund auch in dem neuen Stadion in Luxemburg keine Konzerte stattfinden. Martine Dieschburg-Nickels fragt auch, wie die Zuschauer im Notfall evakuiert werden können. Nicolas Pundel erklärt, dass es neben dem Haupteingang auch noch einen Notausgang seitlich des Hauptspielfelds gibt. Seiner Ansicht nach könnten bei Bedarf auch weitere Zugänge vorgesehen werden.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) merkt an, dass die Fenster der Saunaanlagen des Erlebnisbades etwa auf gleicher Höhe liegen wie die Tribüne. Der Bürgermeister erklärt, dass dieser Aspekt berücksichtigt wurde und dass die Fenster von der Tribüne aus nicht einsehbar sind. Er ergänzt, dass der Außenbereich des Wassersportzentrums auf dieser Seite ohnehin von einem Erdwall umgeben ist. Auf Nachfrage des Gemeinderatsmitglieds bestätigt der Bürgermeister, dass die Wasserleitung, die für die Bewässerung des alten Platzes verwendet

wird, an den neuen Komplex angeschlossen wird. Er erklärt, dass das Rückhaltebecken vor allem aufgrund seiner geringen Kapazität nicht für die Bewässerung genutzt werden kann.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin fragt, ob das Areal für Fahrräder zugänglich ist und ob die Gemeinde langfristig ein vollständiges Radwegenetz einrichten wird. Der Bürgermeister erklärt, dass der vom Schulgelände kommende Weg von Fahrrädern genutzt werden kann. Auch er ist der Meinung, dass die Gemeinde sich Gedanken darüber machen sollte, wie ein umfassendes Radwegenetz geschaffen werden kann.

Ratsmitglied Jean-Marie Durrer (CSV) findet es lächerlich, dass der Staat zuerst Zuschüsse gewährt, um dann über die Mehrwertsteuer wieder Geld einzufordern. Seiner Meinung nach macht diese Praxis keinerlei Sinn. Jean-Marie Durrer meint, dass das Schöffenkollegium darauf achten sollte, bei der Bepflanzung auch ökologische Aspekte zu berücksichtigen, insbesondere bei der Auswahl der Pflanzenarten. Er misst der von den DP-Gemeinderatsmitgliedern geäußerten Kritik an den hohen Kosten des Projekts wenig Glaubwürdigkeit zu, da es dieselben Gemeinderatsmitglieder waren, die Extrawünsche wie einen zusätzlichen Unterstand vorbrachten. Jean-Marie Durrer ist auch strikt gegen den Bau eines zusätzlichen Parkplatzes, da PKWs im Dorfzentrum ohnehin nichts zu suchen hätten. Der Bürgermeister teilt die Auffassung, dass die Nutzung von PKWs weitestgehend eingeschränkt werden sollte, ist aber auch der Meinung, dass eine kleine Anzahl an Parkplätzen stets notwendig bleiben wird.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener erklärt, dass sich seine Bemerkung bezüglich der hohen Kosten vor allem auf die Preisunterschiede zwischen Luxemburg und dem Ausland bezog. Er ist der Meinung, dass ein zusätzlicher Unterstand für die Tribünen des Kunstrasenplatzes zu keiner wesentlichen Erhöhung der Gesamtkosten führen würde und dass ein solcher Unterstand den Eltern, die ihre Kinder zum Training begleiten, doch ein großes Plus an Komfort bieten würde.

Das Mitglied des Gemeinderates Martine Dieschburg-Nickels stimmt den Anmerkungen des Gemeinderatsmitglieds Jean-Marie Durrer in Bezug auf die PKWs zu. Allerdings ist sie auch der Meinung, dass die Umstellung des Individualverkehrs nicht von heute auf morgen passieren wird. Nebenbei hebt sie lobend hervor, dass die " Flex "-Mietwagenstation der Gemeinde offenbar die am meisten genutzte des ganzen Landes ist. Dies zeigt ihrer Meinung nach, dass immer mehr Menschen dabei sind, ihre Gewohnheiten zu ändern.

Gemeinderatsmitglied François Gleis (CSV) begrüßt die Tatsache, dass die Gemeinde nun über zwei separate Sportkomplexe verfügen wird, mit der nationalen Kampfkunsthalle und dem nationalen Bogenschießzentrum auf der einen Seite und dem Erlebnisbad und dem Fußballkomplex auf der anderen Seite. Dadurch könnten auch Parkplatzprobleme bei Großveranstaltungen vermieden werden. Seiner Einschätzung nach ist der neue Komplex gut durchdacht und die Standortwahl nahe am Zentrum hervorragend. In Bezug auf die Diskussionen um zusätzliche Ausstattung, geht er davon aus, dass Änderungen auch zu

einem späteren Zeitpunkt noch vorgenommen werden können, falls sie sich tatsächlich als notwendig erweisen sollten.

Der Kostenvoranschlag für den Fußballkomplex wird einstimmig angenommen.

### **3 Verabschiedung eines Kostenvoranschlages bezüglich des Pumpwerks Helfenterbrück**

Dem Gemeinderat wird ein Kostenvoranschlag für den Bau eines neuen Rückhaltebeckens ("Entlastungsanlage mit Siebrechen") unterhalb des bestehenden Rückhaltebeckens in Helfenterbrück zur Annahme vorgelegt. Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) erläutert, dass das bestehende Becken das Regenwasser der Gemeinden Strassen und Bartringen sammelt, bevor es in die Kläranlage nach Beggen abgeleitet wird. Bei starken Regenfällen dient das Becken auch dazu, eine Überlastung des Netzes zu verhindern und Feststoffe zurückzuhalten, bevor das überschüssige Wasser in den nahe gelegenen Bach geleitet wird. Das Projekt wurde vom „Service Canalisation“, der Stadt Luxemburg in die Wege geleitet, der gleichzeitig auch die Netze von Strassen und Bartringen betreibt. Die Gesamtkosten belaufen sich auf 1,6 Millionen Euro und werden zwischen den beiden Gemeinden zu gleichen Teilen aufgeteilt. Der Anteil der Gemeinde Strassen beläuft sich somit auf 808.500 Euro. Planung und Durchführung des Projekts werden komplett von der Stadt Luxemburg übernommen.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) erkundigt sich, ob das Projekt in Zusammenhang mit den starken Regenfällen steht, die es jüngst im Monat Juli gab. Der Bürgermeister erklärt, dass es hier keinerlei Zusammenhang gibt und die neue Anlage bereits seit längerem geplant war. Das Gemeinderatsmitglied fragt, wie die von der Anlage herausgefilterten Feststoffrückstände verarbeitet werden und ob eine Weiterverarbeitung möglich sei. Der Bürgermeister erklärt, dass die Reststoffe alle möglichen Arten von Abfall enthalten und als solcher entsorgt werden müssen.

Gemeinderatsmitglied François Gleis (CSV) möchte wissen, ob das Projekt von staatlicher Seite oder von der EU bezuschusst wird. Der Bürgermeister erklärt, dass bestimmte Anlagen wie z.B. Kläranlagen und dergleichen förderfähig sind. Die Zuschussanträge werden vom "Service Canalisation" der Stadt Luxemburg im Namen der Gemeinden bearbeitet. Er geht jedoch davon aus, dass das zu genehmigende Projekt nicht für eine Subventionierung in Frage kommt.

Der Kostenvoranschlag wird einstimmig angenommen.



#### **4 Genehmigung der Musikschulorganisation für das Jahr 2021/2022**

Dem Gemeinderat wird die Musikschulorganisation für das Schuljahr 2021/2022 zur Genehmigung vorgelegt. Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) führt aus, dass die Gesamtkosten für den Unterricht im laufenden Schuljahr 599.669 Euro betragen. 284 Schüler aus der Gemeinde sind derzeit an der Musikschule eingeschrieben, davon 155 in der Notenlehre (Solfège). Neu im Bereich Instrumentalausbildung sind 11 Schüler für die Querflöte und 6 Schüler für die Klarinette. Außerdem gibt es 12 Schüler für Saxofonunterricht, 2 für kleinere Blechblasinstrumente, 4 für Posaune, 2 für große Blechblasinstrumente, 16 für Schlagzeug, 6 für Gesang, 37 für Gitarre, 2 für E-Gitarre und 63 für Klavier. Insgesamt sind also 161 Schüler aus der Gemeinde in der Instrumentalausbildung eingeschrieben.

Der Bürgermeister merkt an, dass er nicht damit einverstanden ist, dass die Schule von den Schülern verlangt, dass sie über ein richtiges Klavier verfügen. Er ist der Ansicht, dass dies für Familien, die in einer Wohnung leben, ein großes Hindernis darstellt und dass die damit verbundenen Kosten für Anfänger zu hoch sind. Der Bürgermeister zeigt sich auch erfreut darüber, dass die "Fanfare Stroossen" trotz der Pandemie ihre Tätigkeit wieder aufnehmen konnte und mehrere öffentliche Auftritte hatte, wie z. B. beim traditionellen "Hämmelsmarsch"-Umzug. Nicolas Pundel ergänzt, dass die Musikschule auch an einem pädagogischen Projekt mit dem "Centre de logopédie" teilnimmt, um die Musikerziehung in den Grundschulen zu fördern. Abschließend erklärt der Bürgermeister, dass die Kosten unter den Gemeinden der "Museksschoul Westen" anteilig nach Anzahl der Schüler pro Gemeinde aufgeteilt werden und dass der Beitrag der Gemeinde Strassen bei 30 bis 40 % der Gesamtkosten liegt.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) begrüßt die Tatsache, dass in den Grundschulen Musikunterricht angeboten wird. Sie möchte wissen, wie sich der Gesetzentwurf Nr. 7907 über die Organisation des Musikunterrichts im kommunalen Sektor auf den Musikunterricht auswirken wird. Der Bürgermeister erklärt, dass das neue Gesetz vorsieht, dass der Unterricht bis zu einem bestimmten Niveau für Minderjährige kostenlos angeboten wird. Er geht davon aus, dass den Gemeinden künftig ein Teil der Kosten erstattet werden wird, merkt aber auch an, dass die Debatte zu diesem Gesetz noch nicht abgeschlossen ist. Er persönlich befürchtet, dass aufgrund der Unentgeltlichkeit der Musikunterricht weniger wertgeschätzt werden könnte. Seiner Meinung nach sind 98% der Eltern durchaus in der Lage, die Kosten zu tragen.

Gemeinderatsmitglied François Gleis freut sich, dass die Zahl der Schüler, die ein Instrument spielen lernen, wieder zunimmt. Er betont, wie wichtig der Musikunterricht in den Grundschulen ist.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déli Gréng) teilt die Einschätzung des Bürgermeisters, bezüglich der Notwendigkeit (oder nicht) eines richtigen Klaviers für die Ausbildung.

Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) ist der Ansicht, dass Klaviere zwischen Privatleuten zu einem niedrigeren Preis getauscht werden könnten, so wie es auch bei anderen Instrumenten der Fall ist. Der Bürgermeister erläutert, dass es diese Praxis in der Gemeinde seines Wissens nicht für Klaviere gibt. Die Musikschule verfügt über eine Reihe anderer Instrumente, die den Schülern zur Verfügung gestellt werden können. Das Mitglied des Gemeinderates erkundigt sich, ob auch Erwachsene für den Instrumentalunterricht eingeschrieben sind. Der Bürgermeister bestätigt dies, vor allem im Klavier- und Gitarrenunterricht, aber auch in der Notenlehre (Solfège). Die Schule bietet auch einen Kurs für Musikunterricht in englischer Sprache an.

Die Musikschulorganisation für das Jahr 2021/2022 wird einstimmig angenommen.

## **5 Genehmigung der Super Senior-Vereinbarung**

Der Schöffe Jean Claude Roob (LSAP) stellt das neue Projekt "Super Senior" vor, bei dem es darum geht, einen Pool von Senioren zu bilden, die eine Schulung zum Lernbegleiter erhalten haben und Nachhilfeunterricht für Schüler der Grundschule anbieten. Grundlage des Projekts ist eine Vereinbarung mit dem Verein "Mouvement pour l'Égalité des Chances pour Tous" (MEC a.s.b.l.), der sich um die Anwerbung und Schulung der Senioren kümmert und die Kontakte zwischen Eltern und Senioren vermittelt. Für diese Dienstleistung werden 0,8 Euro pro Einwohner der Gemeinde und Jahr berechnet, so dass die jährlichen Gesamtkosten bei etwa 8.200 Euro liegen.

Bürgermeister Nicolas Pundel erklärt, dass der Verein darauf achtet, dass die Qualität des Unterrichts gesichert ist, indem er die Kompetenzen der Senioren prüft und ihnen eine grundlegende pädagogische Schulung zukommen lässt. Das Projekt läuft bereits in anderen Gemeinden, wie z. B. in der Region Müllerthal.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) fragt, wo die Nachhilfekurse stattfinden. Der Bürgermeister erklärt, dass es sich um Einzelunterricht handelt, der in der Wohnung des Schülers stattfindet. Dem Verein geht es darum, ein Vertrauensverhältnis zwischen Nachhilfelehrern, Eltern und Kindern zu schaffen und es gibt stets Vorgespräche. Bei dem Projekt handelt es nicht nur um reine Nachhilfe, sondern eher um ein regelrechtes Coaching.

Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) hält dieses Projekt für äußerst interessant, da es die Inklusion von Senioren fördert und gleichzeitig den Kindern die Möglichkeit gibt, aus deren Erfahrungsschatz zu lernen. Sie stellt die Frage, nach welchen Kriterien die Senioren ausgewählt werden und wer die Entscheidung bezüglich deren Einsatz trifft. Der Bürgermeister erklärt, dass der Verein die Auswahl anhand eigenständig festgelegter Kriterien trifft. Es wurde bereits ein Aufruf an alle Einwohner der Gemeinde, die über 50 sind, verschickt, mit der Bitte, sich zu bewerben. Die Auswahl erfolgt nach einem Gespräch zwischen den Bewerbern und Mitgliedern des Vereins. Hier geht es darum sicherzustellen,

dass die Senioren über das notwendige Maß an moralischer Vertrauenswürdigkeit und Kompetenz verfügen. Eine Einwohnerin der Gemeinde bietet bereits Französischunterricht an. Der Bürgermeister betont, dass der Verein ein schlüssiges Konzept vorgelegt hat und die Anwerbung sehr ernst nimmt. Darüber hinaus verfügt der Verein über ausgezeichnete Referenzen hinsichtlich seiner Tätigkeit in den Regionen Müllerthal und Mosel.

Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) erklärt, dass der Verein Kopien der Diplome verlangt sowie einen Strafregisterauszug, um Vorstrafen auszuschließen. Außerdem wird das Kompetenzniveau der Bewerber durch Tests in deutscher und französischer Sprache und in Mathematik überprüft. Es gibt auch regelmäßige Treffen der "Supersenioren", bei denen diese sich austauschen können oder gemeinsame Aktivitäten außerhalb des Unterrichts organisieren können. Somit ist das Projekt auch ein Inklusionsprojekt für Senioren.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin fragt, wie Eltern ihre Kinder anmelden können. Der Bürgermeister erwidert, dass dies zu einem späteren Zeitpunkt mitgeteilt wird, da der Verein derzeit noch damit beschäftigt ist, einen Pool von Nachhilfekräften zusammenzustellen.

Der Schöffe Jean Claude Roob (LSAP) weist darauf hin, dass das Kursangebot sich notgedrungen nach der Anzahl der zur Verfügung stehenden Ehrenamtlichen richten muss.

Das Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Durrer (CSV) geht davon aus, dass Kinder, die ihre Hausaufgaben in der Maison Relais machen, dieses Angebot nicht in Anspruch nehmen können. Der Bürgermeister bestätigt, dass der Verein nicht in der Maison Relais tätig wird. Das Konzept sieht lediglich eine Betreuung im häuslichen Umfeld vor. Er erklärt, dass ein weiteres Projekt in Ausarbeitung ist, bei dem Studierende für Hausaufgabenhilfe in der Maison Relais eingesetzt werden sollen. Jean-Marie Durrer fragt, warum das Angebot nicht auch auf die Sekundarstufe ausgeweitet wird. Laut dem Bürgermeister ist es schwierig, Senioren zu finden, die Unterricht auf diesem Niveau anbieten können.

Nicolas Pundel ergänzt, dass die Kurse kostenpflichtig sind und der Preis bei 10 Euro pro Stunde liegt. Davon gehen 2 Euro an den Verein und die Nachhilfekräfte erhalten den Rest. Er ist der Meinung, dass dies ein erschwinglicher Preis ist und dass es wichtig ist, die Kurse nicht kostenlos anzubieten, um Missbrauch zu vermeiden. Der Schöffe Jean Claude Roob (LSAP) meint, dass die Tarife weit unter denen anderer Schulbegleitdienste liegen.

Das Mitglied des Gemeinderates Martine Dieschburg-Nickels (DP) bedauert, dass dieses Konzept nicht schon früher im Gemeinderat diskutiert wurde. Ihrer Meinung nach hätte die Organisation einer Hausaufgabenhilfe in der Maison Relais Vorrang gehabt. Sie hätte es vorgezogen, bei diesem Vorhaben nur Senioren aus der Gemeinde einzubinden, und ist der Ansicht, dass es sich nicht um wirklich um eine ehrenamtliche Tätigkeit handelt, da die Betreuer eine Aufwandsentschädigung erhalten. Außerdem findet sie, dass die Sozial- und Seniorenkommission, der Club Senior und die Jugendkommission bei der Ausarbeitung eines

solchen Vorhabens hätten einbezogen werden müssen. So hätte z.B. auch das Netzwerk "Hoplr" genutzt werden können, um den Kontakt zwischen den Nachhilfekräften aus der Gemeinde und den Eltern herzustellen. Martine Dieschburg-Nickels ist der Ansicht, dass das Konzept des Vereins zu stark professionalisiert ist und dass dieses Angebot den Kindern in der Maison Relais nicht wirklich weiterhelfen wird. Für sie ist es inakzeptabel, dass das Schöffenkollégium die Vereinbarung unterzeichnet und das Projekt werbewirksam auf den Weg gebracht hat, ohne eine entsprechende Aussprache im Gemeinderat abzuwarten. Sie teilt mit, dass sie der Vereinbarung nicht zustimmen wird. Ihrer Ansicht nach hätte die Gemeinde ein eigenes Projekt auf die Beine stellen können, da sie über zahlreiche engagierte und kompetente Ehrenamtliche verfügt. Bürgermeister Nicolas Pundel betont, dass dieses Vorhaben nur eines unter vielen in diesem Bereich ist und dass die Gemeinde durchaus auch ihre eigenen Projekte ausarbeitet. Das Schöffenkollégium sei sich der Tatsache bewusst, dass auch für die Maison Relais eine Hausaufgabenhilfe eingeführt werden muss. Er erklärt, dass der Club Senior diesbezüglich eingebunden wurde. Er meint auch, dass es naiv wäre zu glauben, dass man das ganze Problemfeld der schulischen Begleitung in einer Kommission lösen könne. Das Projekt sei nur ein Angebot unter vielen.

Das Mitglied des Gemeinderates Paul Klensch (LSAP) beglückwünscht das Schöffenkollégium zur Entscheidung für dieses wichtige Projekt. Er begrüßt es, dass das Projekt von einer gemeinnützigen Organisation geleitet wird. Er ist der Meinung, dass die Nachbarschafts-App "Hoplr" tatsächlich mehr hätte genutzt werden können, um die Kontaktaufnahme zwischen den Eltern und den vielen jungen Lehrern, die in Strassen leben, zu erleichtern. Er fragt auch, ob das Schöffenkollégium sich bei den Gemeinden, in denen das Projekt bereits seit längerem läuft, nach deren Erfahrungen erkundigt hat. Der Bürgermeister erklärt, dass die Medien ausführlich über das Projekt berichtet haben und dass er einige derjenigen, die als "Super Senioren" tätig sind, persönlich kennt und diese ihm von ihren Erfahrungen berichtet hätten.

Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Durrer äußert sich grundsätzlich erfreut über das Projekt, ist jedoch der Meinung, dass eine so geringe Aufwandsentschädigung nicht sinnvoll ist. Schöffe Jean Claude Roob (LSAP) meint, dass die Aufwandsentschädigung dazu dient, die Kosten zu decken und dass die Tatsache, dass die Nachhilfe nicht unentgeltlich angeboten wird, vor Missbrauch schützt.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) weist darauf hin, dass zu der Aufwandsentschädigung noch die Fahrtkosten hinzukommen. Der Bürgermeister betont, dass das Projekt, entgegen anderslautenden Behauptungen, sehr wohl vorsieht, Senioren aus der Gemeinde einzusetzen. Laurent Glesener meint, dass dies derzeit nicht der Fall sei, da der Verein erst dabei sei, einen Pool aufzubauen. Auch er ist der Ansicht, dass es wichtig ist, die Nachhilfe nicht kostenlos anzubieten, um so die Qualität des Angebots zu sichern. Das Projekt ist seiner Meinung nach positiv zu werten, da es ein Baustein zur Bewältigung des Problems der schulischen Begleitung sein könnte. Darüber hinaus stimmt er Martine

Dieschburg-Nickels zu, dass ein lokales Projekt besser gewesen wäre. Er bedauert auch, dass das Vorhaben nicht schon früher im Gemeinderat diskutiert wurde.

Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) fragt, ob die Gemeinde über die Arbeit der Betreuer vor Ort auf dem Laufenden gehalten wird und ob sie eine regelmäßige Bewertung des Projekts vornehmen werde. Der Bürgermeister bestätigt, dass die Gemeinde informiert wird und nach einem bestimmten Zeitraum eine Evaluierung vornehmen wird.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel ist ebenfalls der Meinung, dass eine regelmäßige Überprüfung durch die Gemeinde notwendig ist. Der Bürgermeister verspricht, dass diesem Aspekt Rechnung getragen wird und die Vereinbarung dahingehend angepasst wird.

Die Vereinbarung wird mehrheitlich bei drei Gegenstimmen aus der DP-Fraktion angenommen.

## **6 Genehmigung der Naturpakt-Vereinbarung**

Dem Gemeinderat wird eine Vereinbarung über den "Naturpakt" mit dem Ministerium für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung zur Genehmigung vorgelegt.

Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) erklärt, dass dieser neue Pakt ein ähnliches Instrument wie der "Klimapakt" sei und darauf abziele, die Artenvielfalt in Luxemburg wiederherzustellen. Der Staat sieht dabei die Gemeinden als unverzichtbare Partner an, da 14% des nationalen Territoriums sich in ihrem Besitz befinden. Die Gemeinden sollen dabei eine Vorreiterrolle übernehmen, indem sie bewährte Praktiken anwenden und die Bevölkerung sensibilisieren. Der Maßnahmenkatalog des Paktes umfasst Themen wie die Durchführung öffentlicher Anpflanzungen im Einklang mit der natürlichen Umgebung, Maßnahmen gegen die Bodenverdichtung und Lichtverschmutzung oder die Sensibilisierung der Bevölkerung für die Bedürfnisse von Insekten. Damit leisten die Gemeinden einen Beitrag zum nationalen Naturschutzplan (PNPN), zu den umweltpolitischen Zielen im Bereich Wasserwirtschaft und zum Kampf gegen die Klimaerwärmung.

Betty Welter-Gaul (LSAP) erklärt, dass der Pakt ein Zertifizierungssystem ähnlich dem des "Klimapakt" beinhaltet. Mit Hilfe des Maßnahmenkatalogs können maximal 233 Punkte erreicht werden. Die Basiszertifizierung wird bei 40% und 93 Punkten erreicht. Die "Bronze"-Zertifizierung wird mit 50 % bzw. 116 Punkten erreicht, die "Silber"-Zertifizierung mit 60 % bzw. 140 Punkten und die "Gold"-Zertifizierung mit 70 % bzw. 163 Punkten. Die Höhe der Zuschüsse wird aufgrund der erreichten Punktezahl berechnet. Mit der Unterzeichnung des Paktes verpflichtet sich die Gemeinde, die Maßnahmen des Katalogs umzusetzen.

Die Maßnahmen des Katalogs umfassen mehrere Bereiche, unter anderem die Umsetzung einer Gesamtstrategie, den Siedlungsraum, das Offenland, Wasser, Wald sowie Kommunikation und Kooperation. Im ersten Jahr nach der Unterzeichnung des Pakts wird ein obligatorisches Audit durchgeführt. Nach der ersten Zertifizierung wird alle drei Jahre ein

Audit durchgeführt. Der Staat übernimmt die Kosten für die Dienste eines "Naturpakt"-Beraters bis zu einer Höhe von maximal 30.000 Euro. Das Schöffenkollegium hat bereits am 24. September eine Absichtserklärung zur Teilnahme unterzeichnet und gleichzeitig erklärt, dass es in Partnerschaft mit dem Interkommunalen Naturschutzsyndikat (SICONA) einen externen Naturberater einsetzen will. Der Ansprechpartner auf staatlicher Seite ist die wirtschaftliche Interessenvereinigung "myenergy".

Betty Welter-Gaul (LSAP) erklärt, dass, sobald die Gemeinde über einen Berater verfüge, ein "Naturpakt"-Team in Zusammenarbeit mit der Kommission für Umwelt und Energie gebildet werde. Mitglieder dieses Teams sind der Vertreter der Gemeinde bei SICONA, ein Gemeindebeamter, der Leiter des Forstdienstes, Mitglieder der Umwelt- und Energiekommission, ein Vertreter des Schöffenkollegiums und Experten. Der "Naturpakt" läuft bis 2030. Nach Ansicht des Schöffen erfüllt die Gemeinde bereits von Anfang an zahlreiche Anforderungen des Pakts, so dass dieser zu einer weiteren Verbesserung des Naturschutzes beiträgt.

Auch Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) ist überzeugt, dass die Gemeinde Strassen bereits viele der Anforderungen erfüllt. Er bemängelt jedoch, dass der Staat einen Pakt nach dem anderen initiiert und dass dies für die Gemeinden mit großem Arbeitsaufwand verbunden ist. Dennoch ist er dafür, dass die Gemeinde den Pakt unterzeichnet.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) ist der Meinung, dass es in diesem Bereich tatsächlich schon eine Vielzahl an Initiativen gibt. Der Leiter des Forstdienstes leiste bereits jetzt hervorragende Arbeit, die Gemeinde arbeite mit SICONA zusammen und der neue Pakt werde keinerlei Neuerungen mit sich bringen, sondern nur zusätzliche Kosten und Arbeit verursachen.

Das Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP) schließt sich der Sichtweise des Bürgermeisters und des Gemeinderatsmitglieds Léandre Kandel an. Er erkundigt sich, ob der staatliche Zuschuss in Höhe von 30.000 Euro reicht, um die Beraterkosten zu decken. Der Bürgermeister schätzt, dass dies ausreichen wird und erklärt, dass das Schöffenkollegium nicht beabsichtigt, zusätzliche Mittel aufzuwenden.

Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Durrer (CSV) bestätigt, dass die Forstwirtschaft in der Gemeinde hervorragend gehandhabt wird, ist aber auch der Meinung, dass viele andere Orte regelrechte Wüsten sind, was die Artenvielfalt angeht. Er ist der Meinung, dass ein Berater dabei helfen könnte, die natürlichen Ressourcen der Gemeinde besser zu bewirtschaften und dass der Plan eine neue Dynamik mit sich bringen wird.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel ist der Ansicht, dass es bereits Maßnahmen zum Schutz der Artenvielfalt gibt und dass die Unterzeichnung des Pakts nicht unbedingt notwendig ist.

Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) hingegen ist nicht der Meinung, dass der Pakt überflüssig sei. Sie findet, dass die Gefährdung der Artenvielfalt im Gegensatz zur

globalen Erderwärmung von der Bevölkerung noch nicht als schwerwiegendes Problem wahrgenommen wird und ist überzeugt, dass der Pakt helfen wird, das Bewusstsein für diese Probleme zu schärfen.

Das Mitglied des Gemeinderats Maryse Bestgen-Martin ist der Ansicht, dass die verschiedenen vom Staat aufgelegten Pakte sehr wohl einen Nutzen haben und dabei helfen, eine neue Dynamik zu schaffen, um die Probleme in Angriff zu nehmen.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) schließt sich der Position des Schöffenkollégiums und von Gemeinderatsmitglied Claire Remmy an, was die Bedeutung des Naturschutzes und der Sensibilisierungsarbeit angeht. Allerdings seien die Mitglieder des Gemeinderates auch in der Pflicht, sorgsam mit den öffentlichen Mitteln umzugehen. Ihrer Meinung nach wurde der "Naturpakt" vor allem deshalb geschaffen, um kleinere Gemeinden zu unterstützen, denen oft die notwendigen Fachkenntnisse fehlen, um eine komplexe Problematik wie den Erhalt der Artenvielfalt anzugehen. In Strassen sei dies nicht der Fall, da die Gemeinde über umfangreichere Mittel verfüge. Trotz der Zuschüsse werde die Unterzeichnung des Pakts die Gemeinde Geld kosten, das anderweitig sinnvoller eingesetzt werden könnte. So leiste der Leiter des Forstdienstes hervorragende Arbeit und die Gemeinde solle stattdessen eigenen Projekte in Zusammenarbeit mit dem Forstdienst umsetzen.

Der Bürgermeister weist darauf hin, dass der Leiter des Forstdienstes bereits eine sehr hohe Arbeitsbelastung hat. Er ist außerdem der Ansicht, dass der Pakt sich nicht allein auf den Wald beschränkt, sondern auf die Artenvielfalt in sämtlichen Lebensräumen abzielt. Die Umweltprobleme hätten ein solches Ausmaß angenommen, dass jede Unterstützung willkommen sei. Er glaubt auch, dass die Gemeinde Strassen sich diesbezüglich nicht auf ihren Lorbeeren ausruhen sollte und dass es immer Raum für Verbesserungen gibt.

Laut Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Durrer kann der Pakt auch eine Symbolwirkung haben und eine wesentliche Rolle bei der Sensibilisierung spielen.

Für Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) ist der Schutz der Natur und der Artenvielfalt zwar wichtig, sie stellt aber auch fest, dass die in derartigen Pakten vorgesehenen Zertifizierungen die Gemeinden unter Druck setzen, weil diese befürchten, die angestrebten Ziele nicht erreichen zu können. Ihres Erachtens sollte die Gemeinde abwarten, ehe sie einen neuen Pakt unterzeichnet, insbesondere um zu sehen, ob die Resultate der bereits laufenden Pakte auch den Erwartungen der Gemeinde entsprechen. Der Bürgermeister ist der Ansicht, dass die Gemeinde durch den "Klimapakt" bereits viel erreicht hat und dass der "Naturpakt" eine ähnliche Dynamik bewirken könnte. Er schildert, dass er persönlich sich nie durch das Niveau der Zertifizierung unter Druck gesetzt gefühlt habe. Seiner Ansicht nach besteht bei Umweltfragen dringender Handlungsbedarf und die Gemeinde sollte nicht abwarten, bevor sie mit der Umsetzung von Maßnahmen beginnt.

In diesem Punkt stimmt das Mitglied des Gemeinderats Léandre Kandel zu, ist aber der Meinung, dass die Gemeinde selbst solche Maßnahmen genauso gut, wenn nicht sogar besser, umsetzen kann. Er kündigt an, dass die DP-Fraktion sich bei der Abstimmung enthalten wird.

Auch Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) streicht die Bedeutung des Naturschutzes hervor, ist aber der Meinung, dass die Gemeinde dann auch in der Verantwortung steht und ihr Budget hierfür deutlich aufstocken sollte.

Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP) hält die meisten der vorgebrachten Argumente für stichhaltig. Er befürchtet, dass, falls die Gemeinde nicht unterzeichnen sollte, sie einen Imageverlust erleiden könnte, und dies trotz der umfangreichen Arbeit, die die Gemeinde Strassen bereits im Bereich des Naturschutzes geleistet hat. Er kritisiert hingegen das Zertifizierungssystem mit Punkten, das unnötig und würdelos sei und an die Schule erinnere.

Die "Naturpakt"-Vereinbarung wird mehrheitlich angenommen, bei vier Enthaltungen der Gemeinderatsmitglieder Martine Dieschburg-Nickels, Léandre Kandel, Laurent Glesener und Victoria El Houry.

## **7 Genehmigung eines Mietvertrags**

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) erklärt, dass die Gemeinde beabsichtigt, eine Wohnung an eine junge Familie aus Reckingen zu vermieten, deren Haus kürzlich von den Überschwemmungen beschädigt wurde. Wegen der Instandsetzungsarbeiten müssen sie ihr Haus für mehrere Monate verlassen. Die Familie habe keine andere Unterkunft gefunden und die Gemeinde hat diese Lösung vorgeschlagen.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) weist das Schöffenkollegium auf eine Formulierung im Mietvertrag hin, die geändert werden sollte. Gemeinderatsmitglied François Gleis (CSV) würdigt die Tatsache, dass die Gemeinde Solidarität mit einer Familie in Not zeigt.

Der Mietvertrag wird einstimmig genehmigt.

## **8 Bestätigung von befristeten Verkehrsreglements**

Dem Gemeinderat werden mehrere befristete Verkehrsreglements im Zusammenhang mit Baustellen in der Route d'Arlon, der Rue du Bois, der Rue du Kiem und der Rue des Romains zur Bestätigung vorgelegt.

Die befristeten Verkehrsreglements werden einstimmig angenommen.



## **9 Ernennungen in lokale Kommissionen und interkommunale Syndikate**

Dem Gemeinderat werden mehrere Ernennungen für lokale Kommissionen und interkommunale Syndikate zur Genehmigung vorgelegt.

Das Schöffenkollegium schlägt vor, Luc Reisdorffer durch Jens Stangier als Verwaltungssekretär und technischen Berichterstatter der lokalen Raumordnungskommission zu ersetzen.

Das Schöffenkollegium schlägt vor, Luc Speltz zum stellvertretenden Sekretär der Bautenkommission zu ernennen.

Da in der Integrationskommission der Posten eines stellvertretenden Mitglieds zur Vertretung des Gemeinderats vakant ist, hat das Schöffenkollegium interessierte Mitglieder des Gemeinderats aufgefordert, sich zu melden. Die Gemeinderatsmitglieder Laurent Glesener (DP) und Claire Remmy (déi Gréng) haben sich beworben.

Nachdem Betty Welter-Gaul (LSAP) ihre Posten als Vertreterin der Gemeinde Strassen im interkommunalen Syndikat SIGI niedergelegt hat, hat das Schöffenkollegium interessierte Mitglieder des Gemeinderats aufgefordert, sich zu bewerben. Gleichzeitig wird auch eine Entscheidung über die zusätzlich zu gewährende politische Freistellung getroffen. Das Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP) hat seine Kandidatur eingereicht.

Die Partei DP schlägt vor, Salvador Fernandez durch Yannick Huss als Mitglied des Schulkomitees zu ersetzen.

Die Partei DP schlägt vor, Yannick Huss durch Marc Schmit als Mitglied des Raumplanungskomitees zu ersetzen.

Das Mitglied des Gemeinderates Claire Remmy (déi Gréng) wird mit 9 zu 3 Stimmen für Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) zum stellvertretenden Mitglied des Gemeinderates in der Integrationskommission gewählt.

Das Mitglied des Gemeinderates Paul Klensch (LSAP) wird einstimmig zum Vertreter der Gemeinde Strassen im interkommunalen Syndikat SIGI gewählt. Der Gemeinderat gewährt ihm einstimmig 5 Stunden politische Freistellung zur Ausübung dieser Tätigkeit.

Der Gemeinderat stimmt den anderen Ernennungen und Neubesetzungen einstimmig zu.

## **10 Urbanismus: Genehmigung des Teilbebauungsplans (PAP) "Am Bëschelchen"**

Dem Gemeinderat wird der Teilbebauungsplan "am Bëschelchen" des Architektur- und Städtebaubüros Beiler Francois Fritsch im Auftrag des Bauherrn Real Estate Strassen zur Genehmigung vorgelegt.

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) erklärt, dass der Teilbebauungsplan "Nouveau quartier" (PAP NQ) auf der Parzelle in der Rue Thomas Edison realisiert werden soll, wo sich derzeit noch der ehemalige Sitz von CREOS Luxemburg und ein Parkplatz befinden. Das Projekt sieht langfristig die Schaffung von 30.000 Quadratmetern Bürofläche vor. Das Grundstück befindet sich in einer Sonderzone "Verwaltung". Der Bürgermeister erläutert, dass in dieser Zone jegliche Wohnungen, mit Ausnahme von Dienstwohnungen für Pförtner, verboten sind. Das Grundstück befindet sich in einer Lärmzone, von der jedoch die Gebäude nicht betroffen sind. Deshalb musste auch keine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt werden. Wegen eines kleinen Biotops auf der Parzelle wird eine Ausgleichsmaßnahme notwendig sein, bei der acht hochstämmige Bäume gepflanzt werden.

Das Projekt wird in zwei Phasen ausgeführt, wobei das bestehende Gebäude mit 12.000 Quadratmetern erst zu einem späteren Zeitpunkt ersetzt wird. Letztendlich soll ein Campus mit fünf bis sechs neuen Gebäuden entstehen. Der Bürgermeister erläutert, dass das Projekt ein Landschaftskonzept umfasst, welches die Anpflanzung einheimischer Baumarten und den Bau eines Regenüberlaufbeckens vorsieht. Der Bürgermeister bedauert, dass beim Mobilitätskonzept immer noch der Pkw Vorrang hat, obwohl im Projekt die Nähe zur künftigen Tramlinie herausgestrichen wird. Die Gebäude werden an die LuxEnergie-Kältezentrale angebunden, die sich auf dem angrenzenden Grundstück befindet wird. Außerdem sind Photovoltaikanlagen auf den Dächern und Ladestationen für Elektrofahrzeuge vorgesehen. Ein akustisches Konzept soll mit Hilfe von Grünflächen zwischen den Gebäuden den Umgebungslärm dämpfen. Der 2,16 Hektar große PAP wurde von der Evaluierungsstelle der Gemeinde analysiert und für konform befunden. 25,5 % des Grundstücks werden an die Gemeinde abgetreten.

Auf Anfrage des Gemeinderatsmitglieds Léandre Kandel (DP) bestätigt der Bürgermeister, dass ein Weg am Rand des Grundstücks für den Zugang zur Kältezentrale an die Gemeinde abgetreten wird.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) merkt an, dass im Text nur die Möglichkeit vorgesehen ist, Photovoltaikanlagen zu installieren. Der Bürgermeister führt aus, dass einige Gebäude Sonnenkollektoren auf den Dächern haben werden, während bei anderen die Dächer begrünt werden. Der Bürgermeister betont, dass das Projekt auf jeden Fall von der Bautenkommission abgenommen werden muss und dass die Bauordnung ausnahmslos eine bestimmte Fläche für Sonnenkollektoren vorschreibt.

Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Durrer (CSV) bemängelt die Tatsache, dass durch das Projekt eine große Fläche versiegelt werden soll. Der Bürgermeister geht davon aus, dass dies den geltenden Vorschriften entspricht.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) bedauert, dass das Projekt die Verkehrsprobleme in der Nachbarschaft noch weiter verschärfen könnte, bevor der künftige Boulevard de Merl und die Erweiterung des LuxTram-Netzes eine Lösung hierfür bieten könnten. Sie erkundigt sich ebenfalls, warum im Mobilitätskonzept bis zu 600 Parkplätze

vorgesehen sind, obwohl die Bauordnung für eine solche Fläche nur maximal 500 Parkplätze zulässt. Der Bürgermeister erklärt, dass diese Zahl ausdrücklich vorbehaltlich der noch zu definierenden Funktionen im Erdgeschoss angeführt wird, da die Bauvorschriften der Gemeinde auch eine bestimmte Anzahl von Stellplätzen für bestimmte Aktivitäten wie Cafés oder Arztpraxen vorsehen.

Der Teilbebauungsplan PAP « am Béschelchen » wird einstimmig genehmigt.

## **11 Beschluss im Rahmen der Ausübung eines Vorkaufsrechts**

Das Schöffenkollégium schlägt vor, die Tagesordnung zu ändern und diesen Punkt an das Ende der Sitzung zu verschieben, um ihn unter Ausschluss der Öffentlichkeit zu diskutieren.

## **12 Verschiedenes**

Das Mitglied des Gemeinderates Victoria El Khoury (LSAP) fragt, wie ein Verein vorgehen muss, um auf die Liste der Vereine und Clubs aufgenommen zu werden, die Zuschüsse von der Gemeinde erhalten. Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) erklärt, dass der Verein einen Antrag in Briefform an das Schöffenkollégium stellen muss. Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) ergänzt, dass die Gemeinde Zuschüsse fast ausschließlich an lokale Sport- oder Kulturvereine vergibt. Dies liegt vor allem daran, dass in Strassen eine große Zahl von Vereinen jeglicher Art ihren Sitz haben. Die Gemeinde versuche daher, nur die Vereine zu subventionieren, die sich auch tatsächlich in vollem Umfang ins gesellschaftliche Leben einbringen. Die Anträge werden deshalb individuell geprüft. Betty Welter-Gaul (LSAP) fügt hinzu, dass den Anträgen ein Begründungsschreiben und die Satzung des Vereins beigefügt werden müssen. Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) findet, dass es nötig sei, diese Information stärker zu verbreiten. Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) ist der Ansicht, dass die Gemeinde diesbezüglich eindeutige Kriterien festlegen sollte.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) merkt an, dass das Restaurant "Lion d'Or" noch immer geöffnet ist und der Betreiber offenbar die Schließung für Ende Dezember angekündigt hat. Sie erkundigt sich nach Einzelheiten bezüglich der Klage der Gemeinde gegen den Pächter. Der Bürgermeister erklärt, dass eine Entscheidung in zweiter und letzter Instanz für den 21. Dezember erwartet wird. Das Mitglied des Gemeinderates fragt, ob die Gemeinde in diesem Fall Anspruch auf Schadenersatz habe. Der Schöffe Jean Claude Roob (LSAP) erklärt, dass dies im Prinzip der Fall sei.

Maryse Bestgen-Martin fragt, wann der nächste Secondhand-Markt für Kinderkleidung in Strassen stattfinden wird. Der Bürgermeister erklärt, dass der nächste Markt im März 2022 stattfinden wird.

Maryse Bestgen-Martin schlägt vor, dass die Gemeinde sich dem Projekt "Klengschrëtt.lu" anschließt, das von der "Emweltberodung Lëtzebuerg", "Natur & Ëmwelt" und "Youth for Climate" ins Leben gerufen wurde. Es handelt sich um ein kostenloses Sensibilisierungsprojekt, das sich an Einzelpersonen richtet und ihnen eine Fülle von kleinen Aktionen vorschlägt zur Förderung von guten und leicht umsetzbaren Umweltpraktiken. Der Bürgermeister verspricht, dass das Schöffenkollégium Informationen über das Projekt einholen wird.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (CSV) berichtet, dass die Gräbersegnung an Allerheiligen durch Personen gestört wurde, die sich auf dem Spielplatz neben dem Friedhof aufhielten. Seiner Meinung nach sollte der Platz für diesen Tag geschlossen werden. Das Schöffenkollégium verspricht, nach einer Lösung zu suchen.

Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP) berichtet, dass es beim nationalen Gedenktag am 10. Oktober 2021 aufgrund des Verkehrs ein ähnliches Problem gegeben habe. Er spricht sich dafür aus, dass der Place des Martyrs für die Dauer dieser Zeremonie vorübergehend gesperrt wird.

Nach Einschätzung des Mitglieds des Gemeinderates Laurent Glesener (DP) wird die Trauerhalle auf dem Friedhof den Anforderungen für Trauerfeiern nicht mehr gerecht. Er ist der Meinung, dass die Gemeinde darüber nachdenken sollte, diese zu ersetzen. Der Bürgermeister erklärt, dass die Gemeinde in der Tat dabei ist, ein solches Projekt mit dem Architekten, der den neuen Fußballkomplex entworfen hat, zu prüfen. Der Entwurf würde ein modernes und größeres Gebäude am gleichen Ort vorsehen.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) bittet um nähere Angaben zur Organisation des diesjährigen Nikolausfestes. Der Bürgermeister erklärt, dass aufgrund der Pandemie der Besuch des Heiligen Nikolaus im Kulturzentrum Barblé auch weiterhin nicht möglich ist. Die Kinder werden ihre Geschenke in der Schule bekommen. Martine Dieschburg-Nickels berichtet, dass Beschwerden wegen Lärmbelästigung aus der Nachbarschaft eines neuen Restaurants mit Bar an der Route d'Arlon bei ihr eingegangen sind. Abends würden die Betreiber die Musik auf volle Lautstärke aufdrehen. Der Bürgermeister erklärt, dass in diesem Fall die üblichen Vorschriften in Bezug auf Lärmbelästigung gelten. Er ist der Ansicht, dass die Gemeinde nicht viel Handhabe hat und die Nachbarn selbst die Polizei verständigen müssen, wenn es zu Problemen kommt.

Im Zusammenhang mit dem Nikolaustag macht das Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) den Gemeinderat auf die Polemik aufmerksam, die in den Niederlanden durch den "Zwarte Piet" ausgelöst wurde. Der "Houseker" sei eine ähnliche Figur, und sie erkundigt sich nach dem Standpunkt des Schöffenkollégiums zu diesem Thema. Der Bürgermeister ist der Meinung, dass es eine solche Polemik in Bezug auf den "Houseker" nicht gibt, weil die Figur sich vom "Zwarte Piet" unterscheidet. Außerdem wird er nicht traditionellerweise von einer Person mit schwarzer Hautfarbe dargestellt.

**13 Personalangelegenheiten (unter Ausschluss der Öffentlichkeit) :**

- a) Beschluss bezüglich eines Antrags auf Verlängerung der Probezeit
- b) Beschluss bezüglich eines Antrags auf Beendigung des Dienstverhältnisses

## **Communal Council meeting of 10 November 2021**

**Agenda:**

1. Presentation of the Strassen Social Inclusion Project (PINSS)
2. Approval of the estimate for the football grounds
3. Approval of an estimate for the Helfenterbrück pumping station
4. Approval of the Music School plan for 2021/2022
5. Approval of the “Super Senior” agreement
6. Approval of the “Nature Pact” agreement
7. Approval of a rental lease
8. Confirmation of temporary traffic regulations
9. Appointments to the local committees and intercommunal associations
10. Urban planning – Approval of the “Am Bëschelchen” Special Development Plan (PAP)
11. Decision on the exercise of a right of pre-emption
12. Any other business
13. Staff matters (in camera):
  - (a) Decision on a request for the extension of an internship
  - (b) Decision on a request for resignation

**Present:**

Mayor Nicolas Pundel (CSV); First Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP); Second Alderman Jean Claude Roob (LSAP). Councillors: Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng); Martine Dieschburg-Nickels (DP); Victoria El Khoury (LSAP); Laurent Glesener (DP); Jean-Marie Durrer (CSV); François Gleis (CSV); Léandre Kandel (DP); Paul Klensch (LSAP); Claire Remmy (déi Gréng).

**Excused:** Marc Fischer (DP).

**Communal Secretary:** Christian Muller.

## **1 Presentation of the Strassen Social Inclusion Project (PINSS)**

The Regional Social Inclusion Officer (ARIS) Tamara Maia ROMAO presents the Strassen Social Inclusion Project (PINSS) to the members of the Council. She is accompanied by Laurent Reyter and Danielle Bauer, members of the “Sustained.lu” association, partner of the project.

Tamara Maia ROMAO explained that the objective of the project was to enhance the skills of the beneficiaries of the Social Inclusion Income (REVIS) scheme of the communes of Strassen, Mamer and Steinfort. The players involved are the Commune of Strassen, which financed the launch of the project and made the premises available, as well as the Strassen Social Office and the National Social Inclusion Office (ONIS), which provide the regional social inclusion officers from the communes of Strassen, Mamer and Steinfort.

Tamara Maia ROMAO briefly described the history of the project, following an ONIS call for projects in May 2019. She stressed the role played by Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP) and Councillor Victoria El Khoury (LSAP) in the preparation of the project from the beginning. A first “Traum’ACT” project with “SOURRIRE” a.s.b.l. (“Resident-Refugee Support through Integration, Respect and Self-Worth”) was selected in October 2019 as part of the “National Integration Action Plan” (PAN), but diverging views meant that the project was never brought to fruition. The “PINSS” project was then launched and a request was made for a communal subsidy from the Ministry of Family Affairs, Integration and the Greater Region.

The first “PINSS” workshop, between October and December 2020, focused on painting the new premises. In March 2021, the association “Sustained.lu” joined the project.

The project combines social and ecological aspects. Its main objective is to increase the self-esteem, resilience and endurance of REVIS beneficiaries, reduce their social isolation and direct them to the appropriate assistance bodies or even to the primary labour market. Incidentally, the project promotes anti-waste, zero waste and upcycling. It also aims to enhance the linguistic and social skills of the beneficiaries.

Laurent Reyter from “Sustained.lu” explained that his association was established in January 2017 and currently has 5 members. Its main objective is to promote upcycling, i.e. the creation of new products from recovered materials, but it also focuses on related issues such as zero waste and anti-waste. He gives examples of wallets and handbags made from product remnants or outdated advertising banners, as well as jewellery and bottle openers made from old skateboards, and decorative objects made from wood or rubber cuttings.

Laurent Reyter explained that “Sustained.lu” has been a partner of “PINSS” since March 2021 as part of the “SuPi” project (the social inclusion project launched by “Sustained.lu”). Between March and May, the project premises were mainly fitted out with second-hand furniture or items collected from sorting centres. The workshops were then organised. They began in June. The four workshops in place are supervised by four volunteers from the association.

The activities of the kitchen workshop focus on anti-waste. The participants work as much as possible with food recovered from local shops because it is reaching its sell-by date. Shops from which they collect food include the Pall City Market in Strassen. The wood, sewing and creative workshops make use of various recovered materials such as wooden pallets, wine cases, old jeans and other remnants of fabrics, advertising banners, paper or bicycle inner air tubes. Laurent Reyter concludes his presentation by showing a series of photos of the project. Mayor Nicolas Pundel (CSV) then opens the floor for discussion.

At the request of Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP), the Mayor states that the premises of the project are located in the former “Hueflach” school’s doorman’s apartment. The Councillor would like to know how the workshops are organised in practice and whether they take place daily. Tamara Maia ROMAO explains that the different workshops are spread over the week from Monday to Friday and there were between 3 and 5 participants per workshop. This schedule is partly the result of the fact that it involves volunteer work. The project aims for participants to attend regularly and comply with the rules: they must sign an agreement stating they will commit to the workshops. Martine Dieschburg-Nickels wants to know whether participation in the workshops results in the award of a diploma or the like that could potentially make access to the primary labour market easier. Tamara Maia ROMAO says that the current participants are very far from entering the primary labour market. The goal is to improve their skills to enable them to contribute to society via community work (TUC), for example. It is possible to issue certificates, but they have no official value. Many of the initial tasks consist of developing language skills and compliance with rules and timetables. She stresses that the project is still at an early stage and that other activities may be considered in the future.

Martine Dieschburg-Nickels asks how many people are currently involved in the project. Tamara Maia ROMAO explains that the project is currently limited to 15 beneficiaries, mainly due to the small size of the premises and the risk of COVID-19 transmission. An increase in the number of participants will be possible as soon as the pandemic is over. She adds that some people could be directed to other training organisations, thus allowing participants to rotate in the medium term. A total of 140 to 150 beneficiaries may potentially benefit from the project across the three participating communes.

Mayor Nicolas Pundel underscores the importance of volunteering in such projects and praises the commitment of the members of “Sustained.lu”.

Councillor Claire Remmy (déi Gréng) asks how participants are selected. Tamara Maia ROMAO explains that REVIS beneficiaries are subject to a skills assessment by the Employment Administration (ADEM). If they are not ready to enter the primary labour market, ONIS redirects them to the Regional Social Inclusion Agents (ARIS).

Mayor Nicolas Pundel considers that such reintegration measures provide valuable assistance to these individuals and points out that the Commune regularly employs REVIS beneficiaries under community work (TUC) contracts.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) wants to know whether participants themselves also run some of the workshops. Tamara Maia ROMAO confirms that one person is running the kitchen workshop, but that a Regional Social Inclusion Agent (ARIS) is still present on site for mentoring purposes. Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP) comments that, contrary to the initial plans, it was not feasible to sufficiently develop the participants' skills in just a few months to offer them community work (TUC) contracts.

At the request of Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng), Tamara Maia ROMAO confirms that language problems are the biggest obstacle for most participants. She also believes that there are cultural obstacles, particularly among women from Arab countries who have often never worked outside the family home. There are also some illiterate participants, as well as people with health problems.

At the request of Councillor Jean-Marie Durrer (CSV), Tamara Maia ROMAO says that there is only one Luxembourger among the participants.

Councillor Laurent Glesener (DP) asks if the participants may eventually be employed by structures such as the Local Initiative and Management Centre (CIGL). The Mayor believes that in theory, this is a possible outcome. Betty Welter-Gaul (LSAP) points out that CIGL posts are in principle reserved for people able to enter the primary labour market. Tamara Maia ROMAO explains that it is indeed not impossible, but that in such cases, a specific ADEM procedure must be followed. She thinks that a shorter process could be discussed with ADEM officials.

Councillor François Gleis (CSV) welcomes the project. Luxembourg welcomes a large number of asylum seekers from across the globe and the country is therefore also responsible for helping them get on their feet to plan their future. He would also like to know whether the participants are covered by insurance against accidents at work. Tamara Maia ROMAO responds that the participants are covered by the insurance of "Sustained.lu". Betty Welter-Gaul (LSAP) adds that participants are also insured via the Ministry during their activities outside the project premises, such as when they are on route there or during language courses.

Councillor Jean-Marie Durrer welcomes the project, but also wonders whether some participants should receive support in the longer term, in particular to develop their language skills. Tamara Maia ROMAO explains that participants who need more time can take courses over a longer period of time. She says that literacy and language courses should always be provided by external bodies. Councillor Victoria El Khoury (LSAP) recalls that the Equal Opportunities Committee had proposed the creation of a literacy project three years ago, but the then College of Aldermen had not considered it a priority in Strassen at the time. She is of the opinion that there is a growing demand for such a project in the Commune. Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP) explains that such projects had been discussed with the Ministry's representatives, but that they had pointed out that language



teaching does not fall under the scope of social projects and that other bodies deal with such matters.

At the request of Councillor Victoria El Khoury (LSAP), Tamara Maia ROMAO explains that the products resulting from the project could be sold at a future Christmas market. So far, however, the amounts of products were insufficient.

## **2 Approval of the estimate for the football grounds**

The Communal Council is called upon to approve an estimate for the new football grounds. Mayor Nicolas Pundel briefly recalls that the replacement of the former football pitch is necessary because the schools and nearby “Maison relais” need more space. He also points out that a site near the “Les Thermes” aquatic centre had finally been selected for the construction of a new football complex. The Mayor believes that this is a good choice because it is very central.

The project comprises two large football pitches. The main pitch will be covered by a hybrid lawn combining natural grass and synthetic microfibres, while the second one will only be made of synthetic turf. The main pitch will have a building with a covered gallery and changing rooms on three levels. On the basement level, there will be the technical and storage rooms, as well as some changing rooms. The changing rooms of the local team will be located on the ground floor, where there will also be a physiotherapy room and first-aid facility. The changing rooms will be equipped with cold baths designed for muscular recovery by cryotherapy. The Mayor considers that such equipment is justified, as the FC Una Strassen now plays at a very high level in the national division. The upper level of the building will accommodate the press and meeting rooms as well as the snack bar.

The covered grandstand has 348 seats from which spectators will be protected from direct sunlight, wind and rain. An additional 102 seats and 200 standing places will be located on the opposite side of the main pitch. The Mayor explains that more spectators can watch matches from the sides of the field. He estimates that the maximum number of spectators for the main pitch will thus reach almost 1,000 people.

The building will be accessible to persons with reduced mobility and will be equipped with a lift and wheelchair-adapted seats on the stands. A second, smaller building will house the ticket booths and a snack bar. The plot will be fully enclosed, with two main entrances.

The Mayor explains that the fear of excessive congestion is the reason why no large car park will be built near the pitch. Instead, a smaller car park with 30 normal parking spaces, 3 spaces for persons with reduced mobility, some spaces equipped with charging points for electric vehicles, and bicycle racks will be built. This car park will be reserved primarily for the players and members of the Committee. Access will be restricted by means of a barrier.

Visitors will have to park in one of the 85 spaces outside the grounds or in the large car park near the “Antoine de Saint-Exupéry” school, which is easily accessible on foot.

The decision not to build a large car park freed up the space that will allow for the construction of a multi-sports facility between the two pitches. The Mayor explains that it could also be used to train youth teams.

The Mayor explains that the works on the surroundings of the complex will be quite substantial because a canal and retention basin will have to be dug for the passing stream. The synthetic pitch will have a shelter for young players during breaks and uncovered stands with 320 standing places. Bathrooms and a snack bar will also be built.

Nicolas Pundel says that the project had been approved by the Ministry of Sport, which was now awaiting the confirmation of the Communal Council to calculate the subsidies. The Mayor explains that in principle, the State reimburses 35 % of the costs, but only for structures that do not generate income. The podium or ticketing sections are therefore not eligible for subsidies, unlike the purely technical and sporting facilities. Nicolas Pundel estimates that the subsidies should cover 20 to 25 % of the total expenditure.

The estimated cost of the hybrid pitch is 1,642,000 EUR, that of the synthetic pitch is 1,040,000 EUR and that of the multi-sports plot is 132,000 EUR. Pipeline works around the complex will cost 1,216,000 EUR, and preliminary works with earthworks and the installation of networks will total 2,036,000 EUR. The roads and car parks will cost 1,735,000 EUR and all fences, handrails, supports and gates will amount to 890,000 EUR. The cost of the main building with the grandstand is 7,746,000 EUR, that of the ticketing booths and snack bar is 484,000 EUR and that of the bathrooms next to the synthetic pitch is 582,000 EUR. Outdoor developments and gardening work will cost 1,714,000 EUR.

The sub-total of construction costs is therefore 19,224,000 EUR (excluding VAT) and 22,492,000 EUR (including VAT). When adding the remaining costs, which should total 2,318,000 EUR, the grand total estimated for this project is 24,810,000 EUR. The Mayor adds that due to the current price fluctuations, the budget was established with a reserve of 20% of the total cost for unforeseen events. Nicolas Pundel feels this is an ambitious project, the cost of which is justified by the local team’s success. In conclusion, he underscores that the current estimate is lower than the initial plans and that certain aspects had been changed to reduce expenses.

At the request of Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng), the Mayor states that the main building will partly be covered with solar panels. The other buildings will have green roofs. The complex will also have an installation to capture rainwater for irrigation.

Councillor Claire Remmy (déi Gréng) is surprised by the high percentage of the reserve. The Mayor tells the members that a reserve of 10 % is considered normal for such projects, but that the College of Aldermen doubled it due to the price surge caused by the pandemic.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) asks whether the high cost of the project is justified by special measures to reduce its environmental impact. The Mayor explains that the high cost is mainly the result of the scale of the project. He stresses that ecological aspects were considered at all levels of the project.

Councillor Laurent Glesener (DP) says that construction costs in Luxembourg are quite high, even with State subsidies. He asks whether additional subsidies can be requested from the European Football Federation (UEFA). The Mayor explains that it is not possible for such projects. Laurent Glesener says he is disappointed that the College of Aldermen did not schedule a second “large-scale project” meeting, especially as some of the details remain to be discussed, such as the fact that the stands of the synthetic pitch will not be covered. He believes shelter should be provided for parents who take their children to football practice. He also feels that the main building does not fit in with its surroundings and that it blocks the view of the aquatic centre, which is an architectural point of reference for the Commune. Councillor Laurent Glesener considers that a competition for architects could have been organised for this building. He also believes that the configuration of the complex should have been analysed in terms of urban planning, in particular in order to reduce soil densification. He also wonders whether the land could be used for other sporting activities or cultural events. He considers that all these issues should have been discussed at a second “large-scale project” meeting.

Mayor Nicolas Pundel responds that the College of Aldermen has already adapted many aspects of the project to reduce expenditure. He explains that a competition for architects would have led to a higher cost and considers that such processes are normally reserved for more prestigious structures such as schools and not for simple stands. He also stresses that the Commune needs good football facilities because of the club’s results. He notes that the infrastructures for similar clubs in Luxembourg are often deplorable. The fact that the main building stands out was the architects’ conscious choice: they decided not to adapt its style to the aquatic centre’s aesthetics. Moreover, the view of the centre is not completely blocked. In terms of soil densification, the Mayor explains that this problem concerns only the synthetic pitch, because the hybrid one will be permeable to rainwater. As regards coverings for the stands and other details, he says that changes can be made if the members of the Communal Council so wish.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) agrees that new grounds are needed. She is disappointed that the members of the Communal Council were not more involved in the plans. She thinks that there is a lack of transparency in the Communal Council’s work. She wants to know what the status quo is concerning the strip of land bordering the complex, as it belongs to the Commune of Bertrange and must be transferred to the Commune of Strassen. She thinks that this plot would allow for an additional car park. She is of the opinion that the car park near the school presents the disadvantage that visitors will have to cross the village in order to reach it. The Mayor explains that the plot of land transfer is

underway, but that no car park can be built there because it is on the roadside. The plot will therefore be reserved for greenery.

Martine Dieschburg-Nickels wants further information on how the land will be fenced in. The Mayor explains that fences will be erected around the land, while the rest of the complex with the multi-sports terrain will remain open. The Councillor also asks whether the College of Aldermen has ensured that the costs of the project are realistic. The Mayor states that the costs correspond to current market prices. Martine Dieschburg-Nickels asks if the land could be used for other events such as concerts. The Mayor believes that this is possible in principle, but that such grounds are not ideal for such events due to security-related aspects. He notes that Luxembourg's new stadium does not allow concerts to be organised there for that precise reason. Martine Dieschburg-Nickels also wants to know how spectators will be evacuated in the case of an emergency. Nicolas Pundel explains that in addition to the main entrance, there will be an emergency exit on the side of the main pitch. He thinks that additional exits can be arranged if needed.

Councillor Léandre Kandel (DP) notes that the saunas in the aquatic centre have windows on approximately the level of the stands. The Mayor explains that this has been taken into account and that spectators cannot see through the windows from the stands. He adds that the perimeter of the aquatic centre is protected by an embankment on that side anyway. At the request of the Councillor, the Mayor confirms that the pipes used to water the old plot will be connected to the new complex. He explains that the retention basin cannot be used for watering the grounds, mainly because of its low capacity.

Councillor Maryse Bestgen-Martin would like to know whether the site is accessible to bicycles and if the Commune will eventually create a complete network of cycle lanes. The Mayor explains that the path from the schools will allow access to the site by bicycle. He feels that the Commune should indeed consider how to create a comprehensive cycle path network.

Councillor Jean-Marie Durrer (CSV) says it is ridiculous for the State to grant subsidies before then requesting funds via VAT. In his view, this practice makes no sense. Jean-Marie Durrer feels that the College of Aldermen should ensure that the vegetation is planted in an ecological fashion, particularly as regards plant species. He thinks that the criticism from DP councillors about the high cost of the project is not realistic, since they are also demanding more shelters, amongst others. In addition, Jean-Marie Durrer is strictly opposed to the development of an extra car park, arguing that private cars should not enter the centre of the village anyway. The Mayor is also of the opinion that the use of cars should be brought down to an absolute minimum, but he thinks that a small number of spaces will always be necessary.

Laurent Glesener explains that his comment on the high costs referred to price differences between Luxembourg and abroad. He considers that an additional shelter for the stands for the synthetic pitch will not significantly increase the final cost and that this would simply make it more convenient for parents to take their children to football practice.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels agrees with Councillor Jean-Marie Durrer concerning private cars. However, she also believes that people's personal transport habits will not change in the immediate future. In passing, she welcomes the fact that the Commune's "Flex" car rental station is apparently the one that is the most used in the country. In her view, this proves that an increasing number of people are indeed changing their habits.

Councillor François Gleis (CSV) welcomes the fact that the Commune will now have two sports complexes, with the National Martial Arts Hall and the National Archery Centre on the one hand, and the aquatic leisure centre and football complex on the other. He believes that this will prevent parking problems at major events. He thinks that the new complex is well designed and that the site chosen near the centre is excellent. With regard to the discussions on additional equipment, he feels that changes can still be made at a later stage if they are truly necessary.

The estimate for football facilities is approved unanimously.

### **3 Approval of an estimate for the Helfenterbrück pumping station**

The Communal Council is called upon to approve an estimate relating to the construction of a new spillway with screening units downstream of the existing retention basin at Helfenterbrück. Mayor Nicolas Pundel (CSV) explains that the current basin collects rainwater from the communes of Strassen and Bertrange before they are discharged to the treatment plant in Beggen. In the event of heavy rainfall, the basin is also used to prevent an overload on the network and to retain solid materials before the excess water is evacuated into the nearby stream. The project was launched by Luxembourg City's department responsible for pipelines, which also manages the Strassen and Bertrange networks. The total cost is 1.6 million EUR and is shared equally between the two communes. The share of the Commune of Strassen therefore amounts to 808,500 EUR. The planning and execution of the project is entirely the responsibility of the City of Luxembourg.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) asks if the project is linked to the recent heavy rainfalls in July. The Mayor explains that there was no report concerning that specific matter and that the new installation had already been planned for some time. The Councillor asks how the solid residue filtered by the plant will be treated and if it may be of any use. The Mayor explains that the residue contains all kinds of waste and must be disposed of.

Councillor François Gleis (CSV) wants to know whether the project is subsidised by the State or the EU. The Mayor explains that some installations such as sewage treatment plants and

others are eligible for subsidies. Grant applications are managed by the Luxembourg City Canal Service on behalf of the communes. However, he believes that the project to be approved is not eligible for funding.

The estimate is approved unanimously.

#### **4 Approval of the Music School plan for 2021/2022**

The Communal Council is asked to approve the Music School plan for 2021/2022. Mayor Nicolas Pundel (CSV) explains that the total cost of classes is 599,669 EUR for the current school year. 284 students from the Commune are currently enrolled at the Music School, of which 155 are in musical theory (“solfège”). As to instrument classes, there are 11 new pupils for the flute and 6 new pupils for the clarinet. There are also 12 pupils for the saxophone, 2 for small brass instruments, 4 for the trombone, 2 for large brass instruments, 16 for the drums, 6 for singing, 37 for the guitar, 2 for the electric guitar and 63 for the piano. That makes a total of 161 pupils from the Commune enrolled to learn how to play an instrument.

The Mayor notes in passing that he does not agree with the fact that the School requires students to have a real piano. He believes that this is a major obstacle for families living in apartments and that it represents excessive expenditure for beginners. The Mayor also welcomes the fact that the “Fanfare Stroossen” was able to resume its activities despite the pandemic, with several public appearances such as the traditional “Hämmelsmarsch” fanfare. Nicolas Pundel explains that the Music School is also involved in an educational project with the speech therapy centre to promote music education in primary schools. In conclusion, the Mayor explains that the costs are shared between the communes involved in the “Museksschoul Westen” and that the expense is divided proportionally according to the number of pupils from each commune. Strassen’s share is between 30 and 40 % of the total cost.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) welcomes the fact that music education classes are offered in primary schools. She asks how music education will be affected by the draft Law no. 7907 on the organisation of music education in communes. The Mayor explains that the new law provides for free courses up to a certain level for minors. He believes that part of the expense would be reimbursed to the communes in future, but also notes that the debate on this law was not yet over. Personally, he fears that the income from classes may fall because classes are intended to be free. He estimates that almost 98 % of parents are in a position to bear the costs.

Councillor François Gleis welcomes the fact that there are more pupils learning how to play an instrument again. He highlights the importance of music education in primary schools.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) agrees with the Mayor concerning the use of real pianos for practice.

Councillor Claire Remmy (déi Gréng) considers that pianos can be purchased second-hand from private sellers at lower prices, just as is the case for other instruments. The Mayor explains that, to his knowledge, this is not done in the case of pianos in the Commune. The Music School has a number of other instruments that can be made available to students. The Councillor asks if there are also adults enrolled in classes to learn how to play an instrument. The Mayor confirms that this is the case, especially for piano and guitar classes, but also for music theory (“solfège”). The Music School also offers a class in English.

The Music School plan for the year 2021/2022 is unanimously approved.

## **5 Approval of the “Super Senior” agreement**

Alderman Jean Claude Roob (LSAP) presents the new “Super Senior” project, which aims to set up a team of senior citizens trained to provide tuition for primary school pupils. The project is based on an agreement with the association “Movement for Equal Opportunities for All” (MEC a.s.b.l.), which deals with the recruitment and training of the seniors and connects the parents with the tutors. This service is invoiced at 0.8 EUR per inhabitant of the Commune. Per year, the total cost is approximately 8,200 EUR.

Mayor Nicolas Pundel explains that the association ensures the quality of tuition by assessing the seniors’ skills and providing them with basic teacher training. The project is already underway in other communes such those from the Mullerthal region, for example.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) wants to know where the tuition is given. The Mayor responds that the lessons are private and given at the pupils’ homes. He adds that the association aims to create a relationship of trust between the tutors, parents and children, and that interviews always take place beforehand. The project does not only aim to support children for schoolwork, the intention being to make the classes more akin to coaching.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) thinks this is a very interesting project because it fosters the inclusion of older citizens while at the same time getting children to the benefit from their experience. She asks what the selection criteria are for the tutors and who decides on their recruitment. The Mayor explains that the association selects the candidates on the basis of its own criteria. A call for applications has already been sent to all inhabitants of the Commune over the age of 50. Pre-selection interviews with the candidates take place before their recruitment to ensure their moral reliability and assess their skills. A resident of the Commune already provides French lessons. The Mayor says that the association has presented a solid concept and that it takes recruitment very seriously. It also has excellent references for its work in the Mullerthal and Moselle regions.

Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP) explains that the association requests copies of diplomas and a clean criminal record and that it checks the candidates' skills by means of French, German and maths tests. There are also regular meetings between the "Super Seniors", allowing them to exchange and organise joint activities outside class. This means it also acts as an inclusion project for older people.

Councillor Maryse Bestgen-Martin asks how parents can enrol their children for tutoring. The Mayor explains that this will be communicated at a later stage, as the association is currently in the process of forming a pool of tutors.

Alderman Jean Claude Roob (LSAP) explains that the offer will have to be adapted to the number of volunteers recruited.

Jean-Marie Durrer (CSV) thinks that children who do their homework at the "Maison relais" will not be able to take advantage of this offer. The Mayor confirms that the association will not work there. The concept only provides for home tutoring. He explains that another project is under preparation to hire students to provide tutoring for homework at the "Maison relais". Jean-Marie Durrer asks why the offer is not extended to secondary education. The Mayor believes it is difficult to find older people who can provide tutoring at that level.

Nicolas Pundel explains that the tutoring must be paid for at the rate of 10 EUR per hour. The association receives 2 EUR and the tutor gets the remaining 8 EUR. He believes that this is affordable and that the lessons cannot be free or the service will be taken advantage of. Alderman Jean Claude Roob (LSAP) says that the rates are well below other educational support services.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) regrets that the project was not discussed in the Communal Council sooner. In her view, priority should have been given to organising homework support at the "Maison relais". She considers that a project limited to seniors in the Commune would have been better and that it is not real volunteering because the tutors receive payment. She also believes that the Social Committee and the Committee for Elderly Citizens, the Senior Club and the Youth Committee should have been involved in the preparation of this project. She also thinks that the "Hoplr" network could be used to connect tutors in the Commune and parents. Martine Dieschburg-Nickels is of the opinion that the concept of the association is too business-like and that the offer will not solve the problem of children at the "Maison relais". She finds it unacceptable that the College of Aldermen signed the agreement, then launched and publicised the project without waiting for a debate in the Communal Council. She announces that she will not approve the agreement. She thinks that the Commune could have launched its own project because it has many motivated and competent volunteers itself. Mayor Nicolas Pundel stresses that the project is only one of several in this field and that the Commune is setting up its own projects too. The College of Aldermen is well aware that there is also a need to provide homework tutoring at the "Maison relais". He explains that the "Senior Club" was consulted.



He also feels that it would be naive to think that the problem of tutoring can be solved within a committee. The project should be seen as one offer among several.

Councillor Paul Klensch (LSAP) congratulates the College of Aldermen for choosing this project, which he thinks is very important. He welcomes the fact that the project is implemented by a non-profit organisation. He believes that the “Hoplr” app could indeed have been used more to encourage parents to reach out to the many young teachers living in Strassen. He would like to know whether the College of Aldermen has enquired about the communes where the project has been in place for a long time to find out about their experience. The Mayor explains that the project has been widely covered by the media and that he personally knows people who act as “Super Seniors” who have recounted their experiences to him.

Councillor Jean-Marie Durrer welcomes the principle of the project but feels that such low pay is of no use. Alderman Jean Claude Roob (LSAP) considers that the pay is intended to cover expenses and the fact it is not free will prevent the misuse of the service.

Laurent Glesener (DP) notes that travel costs are added to the pay. The Mayor points out that, contrary to what has been said, the project does plan to hire senior citizens from the Commune. Laurent Glesener considers that this is not the case at present, as the association is currently only in the process of creating a pool of tutors. He agrees that it is important that such services should not be free in order to ensure the quality of the offer. He feels that the project should be welcomed because it will help solve the problem of tutoring needs. He also agrees with Martine Dieschburg-Nickels that a local project would have been preferable. He also regrets that the project was not discussed sooner in the Communal Council.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) would like to know whether the Commune will be informed about the tutors’ work after they have begun teaching and if regular evaluations of the project will be performed. The Mayor confirms that the Commune will be kept in the loop and that it will carry out an evaluation after a certain period of time.

Councillor Léandre Kandel also believes that a regular assessment by the Commune is necessary. The Mayor promises that this will be done and that the agreement will be amended accordingly.

The agreement is approved by a majority, with three votes against it from the DP.

## **6 Approval of the “Nature Pact” agreement**

The Communal Council is called upon to approve an agreement on the “Nature Pact” with the Ministry of the Environment, Climate and Sustainable Development.

Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP) explains that the new pact is a similar instrument to the “Climate Pact”. It aims to restore biodiversity in Luxembourg. She explains that the State

considers the communes to be indispensable partners in the matter, since they own 14 % of the national territory. Communes are expected to act as models by adopting good practices and raising public awareness. The catalogue of measures in the Pact covers issues such as creating public green spaces in line with the natural environment, combating soil densification and light pollution, and raising public awareness regarding insects and their needs. The communes will thus contribute to the National Nature Protection Plan (PNPN), to the ecological water management objectives and to the fight against global warming.

Betty Welter-Gaul (LSAP) explained that the Pact includes a certification system similar to that of the “Climate Pact”. The catalogue of measures makes it possible to win a maximum of 233 points. The basic certification threshold is reached at 40 %, with 93 points. “Bronze” certification is awarded for 50 % or 116 points, “Silver” certification for 60 % or 140 points and “Gold” certification for 70 % or 163 points. The subsidies provided are calculated on the basis of the scores. By signing the Pact, the Commune will commit to transposing these measures.

The measures in the catalogue are divided into several areas, including the implementation of a general strategy, as well as one on the urban environment, open landscapes, water, forests, and communication and cooperation. A mandatory audit will be carried out in the first year after the signature of the Pact. After the first certification, an audit will be carried out every three years. The State will cover the costs of the services of a “Nature Pact” adviser up to a maximum of 30,000 EUR. The Communal Council already signed a declaration of intent to participate on 24 September, stating that it wished to use an external adviser in partnership with the Nature Conservation Association for Central and Western Luxembourg (SICONA). The partner on behalf of the State is the economic interest group “myenergy”.

Betty Welter-Gaul (LSAP) explains that a “Nature Pact” team would be set up as soon as the Commune has an adviser. This team will be formed in collaboration with the Committee on the Environment and Energy. It will include the representative of the Commune to SICONA, a municipal official, the head of the Forestry Department, members of the Committee on the Environment and Energy, a representative of the Communal Council and experts. The “Nature Pact” will be valid until 2030. She believes that the Commune will meet many of the requirements of the Pact from the outset and that the Pact will contribute to environmental protection.

Mayor Nicolas Pundel (CSV) is also convinced that the Commune of Strassen already meets many of the requirements. However, he criticises the fact that the State is launching one pact after the other. This generates a lot of work for the communes. However, he believes that Strassen should sign the pact.

Councillor Léandre Kandel (DP) believes that there are indeed a significant number of initiatives in this area. He says that the head of the Forestry Department is already doing an excellent job, that the Commune is working with SICONA and that the new Pact will not bring about anything new. Instead, it will only generate additional costs and workload.

Councillor Paul Klensch (LSAP) supports the position of the Mayor and Léandre Kandel. He asks if the State subsidy of 30,000 EUR will be sufficient to cover the costs of an advisor. The Mayor thinks it will indeed and explains that the College of Aldermen does not intend to invest any more into the project.

Councillor Jean-Marie Durrer (CSV) confirms that forest management in the Commune is excellent but adds that many other places are true deserts in terms of biodiversity. He believes that an advisor could help to better manage the Commune's natural resources and that the Pact will drive momentum in this domain.

Councillor Léandre Kandel is of the opinion that biodiversity protection measures are already in place. He thinks that signing the pact is not required.

Councillor Claire Remmy (déi Gréng) does not share the view that the Pact is superfluous. Contrary to global warming, she feels that the population does not yet perceive threatened biodiversity as a major problem. She is convinced that the Pact would help raise awareness of these problems.

Councillor Maryse Bestgen-Martin believes that the various pacts launched by the State are useful and help drive problem-solving.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) shares the position of the College of Aldermen and Claire Remmy on the importance of protecting nature and awareness raising. However, she believes that the members of the Communal Council are also responsible for ensuring how public money is spent. She is of the opinion that the "Nature Pact" was created above all to help small communes that often lack the necessary skills to tackle complex issues such as biodiversity. In her opinion, this is not the case of Strassen and the Commune has resources. She notes that despite the subsidies, the signature of the Pact would incur costs for the Commune and that the money could be better used for other purposes. She thinks that the head of the Forestry Department is doing a remarkable job and that the Commune should instead implement its own projects in collaboration with the Forestry Department.

The Mayor explains that the head of the Forestry Department is already overworked. He adds that the Pact concerns not only forests, but biodiversity in all areas. He believes that the environmental problems are such that any assistance is welcome. He also believes that Strassen should not rest on its laurels and that there is always room for improvement.

Jean-Marie Durrer thinks that the Pact could also play a symbolic role and be important in raising awareness among the public.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) considers that the protection of nature and biodiversity is important, but she also notes that the certifications provided for in such pacts put pressure on communes, because of their fear of failing to achieve the desired objectives. She believes that the Commune could wait before signing a new pact, in particular to see whether the results of the existing agreements are in line with the Commune's expectations.

The Mayor believes that the Commune has already made a lot of progress thanks to the “Climate Pact” and that the “Nature Pact” could create a comparable dynamic. He explains that he had never personally felt under pressure because of certification. He is of the opinion that environmental problems are a pressing issue and he does not believe that the Commune should wait to implement measures.

Councillor Léandre Kandel agrees on this point but thinks that the Commune could apply such measures just as well, if not better. He announces that the DP would abstain from voting.

Laurent Glesener (DP) agrees on the importance of nature protection, but considers that the Commune should then take its responsibilities more seriously by substantially increasing its budget in this area.

Councillor Paul Klensch (LSAP) says that most of the arguments put forward are relevant. He fears that the Commune’s image may suffer from not signing the Pact despite the significant work already undertaken in the field of environmental protection in Strassen. On the other hand, he criticises the certification system with points. He feels this is unnecessary, childish and reminiscent of school.

The “Nature Pact” agreement was approved by the majority, with four abstentions from Martine Dieschburg-Nickels, Léandre Kandel, Laurent Glesener and Victoria El Khoury.

## **7 Approval of a rental lease**

Mayor Nicolas Pundel (CSV) explains that the Commune intends to rent an apartment to a young family from Reckange-sur-Mess whose house was damaged by the recent floods. They must leave their home for several months while it is repaired. The family did not find alternative housing and the Commune has proposed this solution.

Councillor Laurent Glesener (DP) draws the attention of the College of Aldermen to some wording in the contract which should be amended. Councillor François Gleis (CSV) welcomes the fact that the Commune is showing solidarity with a family in need.

The agreement is approved unanimously.

## **8 Confirmation of temporary traffic regulations**

The Communal Council is called upon to confirm several temporary traffic regulations concerning construction sites on the Route d’Arlon, Rue du Bois, Rue du Kiem and Rue des Romains.

The temporary traffic regulations are approved unanimously.

## **9 Appointments to local committees and intercommunal associations**

The Communal Council is called upon to approve several appointments to local committees and intercommunal associations.

The College of Aldermen proposes replacing Luc Reisdorffer with Jens Stangier as Administrative Secretary and Technical Rapporteur for the Local Planning Committee.

The College of Aldermen proposes to appoint Luc Speltz as Deputy Secretary of the Buildings Committee.

Since an alternate member position representing the Communal Council on the Integration Committee is vacant, the Communal Council invites interested members of the Communal Council to come forward. Members Laurent Glesener (DP) and Claire Remmy (déi Gréng) apply.

Following the resignation of Betty Welter-Gaul (LSAP) from her position as representative of the Commune of Strassen to the SIGI intercommunal association, the Communal Council invites interested members of the Communal Council to submit their applications. A decision on the additional political leave to be granted will be taken at the same time. Councillor Paul Klensch (LSAP) applies.

The DP proposes to replace Salvador Fernandez with Yannick Huss as a member of the Schools Committee.

The DP proposes to replace Yannick Huss by Marc Schmit as a member of the Planning Committee.

Councillor Claire Remmy (déi Gréng) is elected as alternate member representing the Communal Council on the Integration Committee with 9 votes in favour, against 3 in favour of Laurent Glesener (DP).

Councillor Paul Klensch (LSAP) is unanimously elected as representative of the Commune of Strassen to the SIGI intercommunal association. The Communal Council unanimously grants him 5 hours of political leave in connection with this post.

The Communal Council unanimously approves the other appointments and replacements.

## **10 Urban planning – Approval of the “Am Bëschelchen” Special Development Plan (PAP)**

The Communal Council is called upon to approve the “Am Bëschelchen” Special Development Plan, designed by the architectural and urban planning firm Beiler Francois Fritsch on behalf of Real Estate Strassen.

Mayor Nicolas Pundel (CSV) explains that the PAP for the new neighbourhood must be built on the plot in Rue Thomas Edison, which is currently still occupied by the former headquarters of CREOS Luxembourg and by a car park. The project will eventually create 30,000 square metres of office space. The land is located in a special “Administration” area. The Mayor explains that, in this area, all housing is forbidden with the exception of porter’s dwellings. The land is located in a so-called “noise zone”. However, it does not concern buildings. An impact assessment is therefore not necessary. A compensation measure will be required in the form of planting eight high-stem trees due to the reduced biotope present on the plot.

The project will be carried out in two phases, with the existing 12,000 square metre building only being replaced at a later stage. Eventually, there will be 5 to 6 new buildings. The Mayor explains that the project includes a landscape concept involving the planting of indigenous species and the construction of storm basins. The Mayor regrets that the mobility concept is still mainly based on the use of private cars, although the plot is close to the future tram line. The buildings will be connected to the LuxEnergie cooling plant, which will be located on the neighbouring site. Photovoltaic panels on roofs and charging points for electric vehicles are also planned. There is also an acoustic concept to mitigate ambient noise through green spaces between buildings. The Special Development Plan (PAP) of 2.16 hectares was analysed by the assessment unit of the Commune, which found it to be compliant. 25.5 % of the land is transferred to the Commune.

At the request of Councillor Léandre Kandel (DP), the Mayor confirms that a road outside the plot would be transferred to the Commune for access to the cooling plant.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) notes that the text only provides for the possibility of installing photovoltaic panels. The Mayor explains that some buildings will be covered with panels, while others will have a green roof. The Mayor says that the project will have to be approved by the Buildings Committee and that building regulations require a specific surface for photovoltaic panels, without exception.

Councillor Jean-Marie Durrer (CSV) regrets that the project plans to seal off a large area. The Mayor considers this to be in line with the regulations in force.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) says that the project risks further increasing traffic problems in the neighbourhood before the future Merl Boulevard and the extension of the LuxTram network can provide a solution to this problem. She also asks why the mobility concept foresees the creation of up to 600 parking spaces, whereas the building regulations only provide for a maximum of 500 spaces for such a surface. The Mayor explains that this figure is explicitly subject to the functions of the ground floors, which yet have to be determined. The Commune’s regulations also prescribe a certain number of spaces for cafés or doctor’s practices, amongst others.

The “Am Bëschelchen” PAP is approved unanimously.

## **11 Decision on the exercise of a right of pre-emption**

The College of Aldermen proposes to change the agenda by postponing this item to the end of the meeting, in order to discuss it in camera.

## **12 Any other business**

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) asks what associations must do to be included on the list of associations and clubs subsidised by the Commune. Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP) explains that associations must submit their request by post to the College of Aldermen. Mayor Nicolas Pundel (CSV) explains that the Commune almost exclusively subsidises local sports or cultural clubs, especially because of the large number of associations of all types in Strassen. The Commune is therefore trying to subsidise only clubs which fully contribute to the citizens' social lives. Applications are therefore dealt with on a case-by-case basis. Betty Welter-Gaul (LSAP) adds that requests must be accompanied by a letter of motivation and by the statutes of the association. Councillor Victoria El Khoury (LSAP) says that this information should be made more readily available to the public.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) considers that the Commune should define specific criteria in this context.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) notes that the "Lion d'Or" restaurant is still open although the manager had apparently announced its closure by the end of December. She asks for details about the Commune's legal action against the manager. The Mayor explains that a decision at second and final instance is expected on 21 December. The Councillor asks whether the Commune is entitled to damages in this case. Alderman Jean Claude Roob (LSAP) explains that in principle, this is indeed the case.

Maryse Bestgen-Martin asks when the next second-hand market for children's clothing will be organised in Strassen. The Mayor explains that the next market will take place in March 2022.

Maryse Bestgen-Martin suggests that the Commune should be linked to the project "Klengschrëtt.lu" created by "Emweltberodung Lëtzebuerg", "Natur & Ëmwelt" and "Youth for Climate". It is a free awareness-raising project offering individuals a multitude of simple, small-scale activities to promote good environmental practices. The Mayor promises that the College of Aldermen will enquire about the project.

Councillor Léandre Kandel (CSV) explains that the blessing of tombstones on All Saints' Day was disrupted by people in the playground next to the cemetery. He believes that the area should be closed off on that day. The College of Aldermen promises to seek a solution.

Councillor Paul Klensch (LSAP) says that there was a similar problem on National Memorial Day on 10 October 2021. In this case, it was caused by traffic. He was of the opinion that the Place des Martyrs should be temporarily closed for the duration of the ceremony.

Laurent Glesener (DP) feels that the morgue in the cemetery no longer really meets the requirements of the ceremonies held there and that the Commune should consider replacing it. The Mayor explains that the Commune is indeed studying such a project with the architect who drew up the new football complex. The project would provide for a modern and larger construction in the same place.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) asks for details about the organisation of this year's Saint Nicolas party. The Mayor explains that the visit of Saint Nicolas to the Barblé cultural centre cannot take place due to the pandemic. Children will receive their gifts at school. Martine Dieschburg-Nickels explains that she had received complaints from the neighbours of a new restaurant on Route d'Arlon because of very loud music in the evenings. The Mayor explains that the normal noise legislation applies in this case. He says that the Commune cannot do much and that neighbours should contact the police directly in case of problems.

In the context of the Saint Nicolas party, Councillor Claire Remmy (déi Gréng) draws the Council's attention to the controversy caused by the "Zwarte Piet" in the Netherlands. She believes that the character of the "Houseker" is similar and she wants the opinion of the College of Alderman on this matter. The Mayor thinks that there is no such controversy about the "Houseker", because it is quite different from the "Zwarte Piet". Moreover, it does not traditionally represent a black person.

**13 Staff matters (in camera):**

- (a) Decision on an application for the extension of an internship
- (b) Decision on a request for resignation